

Perspectives Communes

OUSA
Ontario Undergraduate Student Alliance

2026

Publication Conjointe de
Mobilisation Citoyenne

Alliance Canadienne des Associations Étudiantes
College Student Alliance
La Fédération des Étudiants de la Colombie-Britannique
Ontario Student Voices
Ontario Undergraduate Student Alliance

Table Des Matières

Message de nos Partenaires	1
Qui Sommes-Nous	2
Le Canada Déçoit-il Ses Jeunes Électeurs? Leçons de l'Actualité Mondiale Pour un Changement National- <i>Regard Sur la Participation des Jeunes et des Étudiants aux Processus Électoraux dans le Monde</i> <i>Par Hannah Hunter (elle) et Wasiimah Joomun (elle)</i> Alliance Canadienne des Associations Étudiantes	5
La Solidarité Fonctionne: des Étudiants s'Unissent en Faveur de la Mobilisation Citoyenne <i>Par Octavia Andrade-Dixon (iel)</i> Ontario Undergraduate Student Alliance	12
Au-Delà des Bulletins de Vote: Éduquer les Étudiants des Collèges de l'Ontario Pour Qu'ils s'Engagent Durablement dans la Vie Citoyenne <i>Par Alex Nguyen (elle)</i> Ontario Student Voices	17
Mobiliser les Jeunes Démotivés: l'Assemblée de Citoyens Sur la Réforme Électorale de l'Ontario Comme Modèle d'Inclusion des Jeunes <i>Par Olivia Villeneuve (elle)</i> College Student Alliance	23
Participation Électorale des Jeunes : Ce n'Est Pas Un Problème d'Apathie— Mais d'Exclusion <i>Par Arielle Reid (elle)</i> La Fédération des Étudiants de la Colombie-Britannique	29

Message de nos Partners

Au cours des huit dernières années, des organisations étudiantes de tout le Canada se sont unies pour créer et publier des documents sous le thème « Perspectives communes ». La présente publication vise à faire connaître divers problèmes auxquels sont confrontés les étudiants de nos établissements d'enseignement postsecondaire. Les numéros précédents ont abordé un large éventail de sujets liés à l'enseignement postsecondaire, notamment l'abordabilité (2024), la viabilité du secteur (2023), l'aide financière aux étudiants (2022), la COVID-19 (2021), l'employabilité des étudiants (2019) et les violences sexistes et sexuelles (2018).

Ces numéros portaient sur des problèmes précis touchant directement les étudiants des établissements postsecondaires. Cette année ne fait pas exception et nous abordons un sujet qui préoccupe beaucoup de personnes depuis quelques années : la mobilisation citoyenne. Alors que l'avenir de l'enseignement supérieur est rempli de nuages, il est essentiel que les étudiants prennent conscience que leur participation à la vie politique (notamment par le vote, le militantisme et les manifestations) constitue un outil démocratique indispensable pour faire avancer le changement et pour que les élus connaissent l'importance de la voix des étudiants. Il est essentiel de continuer à faire entendre cette voix des étudiants par une participation forte aux processus politiques et électoraux afin de construire un avenir collaboratif.

Au cours des cinq dernières années, il y a eu au moins une élection dans chaque province et deux élections fédérales. Dans certaines provinces, comme l'Ontario, les partis au pouvoir ont conservé leur position dominante, tandis que dans d'autres, comme le Manitoba, de nouveaux partis ont accédé au pouvoir. De plus chaque élection

apporte des changements politiques qui affectent la vie quotidienne des citoyens, peu importe qu'elle soit remportée par un parti traditionnel ou un nouveau parti. Les décisions politiques provinciales et fédérales ont un impact direct sur la vie de tous les étudiants, notamment sur les infrastructures de logement, le coût de la vie, les frais de scolarité et les aides financières aux étudiants. Cependant, on constate une tendance croissante chez divers groupes d'électeurs à considérer que le vote et les autres formes de participation aux processus politiques officiels ont finalement peu d'impact.

Nos collaborateurs de cette année ont cherché à déterminer quels facteurs expliquent ce sentiment généralisé de perte de pouvoir électoral et comment y remédier. Ils discutent notamment des obstacles structurels à la participation citoyenne, des améliorations procédurales qui ont réduit ces obstacles, des mouvements qui ont stimulé naturellement la participation électorale et des différentes façons dont les étudiants s'encouragent mutuellement pour maintenir leur mobilisation. S'appuyant sur des collaborations avec des organisations provinciales et nationales du milieu universitaire et collégial, nos collaborateurs de cette année nous présentent un aperçu de l'état de la mobilisation citoyenne à l'échelle nationale.

Il n'existe pas de solution unique pour accroître la participation des étudiants à la vie publique, mais nous espérons que les lecteurs trouveront ce numéro instructif et qu'il contribuera de manière constructive au débat. La mobilisation des étudiants est essentielle non seulement pour la légitimité de la démocratie canadienne, mais aussi pour les générations futures qui vivront avec les conséquences de leurs actions.

bcfs | british columbia
federation of students



OUSA
Ontario Undergraduate Student Alliance



Qui Sommes-Nous

L'Alliance Canadienne des Associations Étudiantes (ACAE)

L'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE) est une organisation militante non partisane et sans but lucratif qui représente les étudiants de 25 associations étudiantes à travers le pays. En partenariat avec l'Union étudiante du Québec (UEQ), l'ACAE représente 273 000 étudiants à travers le Canada. L'ACAE milite en faveur d'une éducation postsecondaire accessible, abordable, innovante et de haute qualité au Canada. Depuis 28 ans, l'ACAE marque des points sur ces thèmes grâce à l'élaboration

de politiques, grâce à des recherches, grâce à des campagnes de sensibilisation, grâce à du lobbying auprès des gouvernements et grâce à des partenariats avec d'autres intervenants du secteur de l'éducation. Dans ce but, nous devons veiller à ce que les débats sur l'enseignement postsecondaire soient menés avec des informations récentes et complètes ainsi qu'avec une participation directe des étudiants et des autres organisations militantes concernées de tout le pays.

Les locaux de l'ACAE sont situés sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin Anishnaabeg.

College Student Alliance (CSA)

College Student Alliance Organisme à but non lucratif et apolitique, la College Student Alliance (CSA) œuvre à l'amélioration de la vie étudiante collégiale. Pour ce faire, elle établit des partenariats avec les étudiants, les acteurs de l'enseignement postsecondaire (EPS) et les instances gouvernementales. Porte-parole d'environ 30 000 étudiants collégiaux à temps plein en Ontario, la CSA soutient les représentants étudiants dans leurs démarches de défense des droits au niveau de la province. Notre action s'articule autour de la formulation de propositions politiques; ces dernières sont élaborées en tenant compte des besoins des étudiants et en s'appuyant sur des données concrètes. L'objectif est d'optimiser le parcours étudiant sur trois grands axes: le campus, les salles de classe et l'environnement social.

Organisme virtuel basé depuis toujours dans la grande région de Toronto et de Hamilton, la College Student Alliance (CSA) tient à souligner que nous nous trouvons sur les terres ancestrales de plusieurs peuples autochtones, dont les Anishinaabe, les Haudenosaunee, les Mississaugas de Credit, les Huron-Wendat et d'autres Premières Nations. Nous sommes conscients des conséquences dramatiques qu'ont eues l'assimilation forcée, les déplacements et la colonisation sur les communautés autochtones. C'est pourquoi nous nous engageons activement dans le processus de réconciliation, avec une attention particulière portée au soutien et à la valorisation des étudiants autochtones dans nos collèges. Nous saluons la force et la persévérance des peuples autochtones qui, depuis des siècles, ont façonné l'identité de cette région. Notre ambition est de contribuer à bâtir une société plus juste et équitable pour toutes et tous.

Ontario Student Voices (OSV)

Ontario Student Voices est un organisme provincial de lobbying sans but lucratif créé en 2022 qui représente plus de 160 000 étudiants de collèges et d'écoles polytechniques de l'Ontario.

Notre mission consiste à promouvoir, mettre en relation, développer et améliorer des politiques basées sur des recherches ainsi qu'à amplifier la voix des étudiants par le biais d'actions de lobbying sur la scène provinciale. Nous relayons les préoccupations des étudiants en collaboration avec un large éventail d'intervenants et nous plaidons pour des changements politiques concrets.

Notre vision est celle d'un système d'enseignement postsecondaire en Ontario qui privilégie la réussite, l'accessibilité, l'abordabilité et la qualité pour tous les étudiants, tant nationaux qu'internationaux. Nous voulons agir pour que les opinions des étudiants soient prises en compte dans les politiques et les décisions qui affectent leur vie et leur formation.

En tant qu'organisation provinciale, Ontario Student Voices (OSV) reconnaît que son travail s'effectue sur les territoires traditionnels de nombreux peuples, notamment les Anishinaabe, les Algonquins, les Odawas, les Cris, les Delawares, les Potawatomis et les Haudenosaunee, des territoires où vivent aujourd'hui des Premières Nations, des Inuits et

des Métis. Nous reconnaissons et valorisons les contributions des Premières Nations, des Métis et des Inuits dont les territoires traditionnels correspondent à ce qui constitue aujourd'hui l'Ontario.

Alors que nous nous efforçons de lever les obstacles qui empêchent les étudiants de participer pleinement à la vie citoyenne, OSV reconnaît également l'importance unique de la culture dans la vie sociale et citoyenne des communautés autochtones. Bien que les cultures autochtones diffèrent d'une nation à l'autre, « les cultures autochtones sont inextricablement liées à la terre/au lieu et un sentiment collectiviste de communauté et d'identité émerge de cette compréhension fondée sur le lieu ». Par conséquent, OSV estime que les actions visant à supprimer les obstacles à la participation citoyenne doivent également inclure la promotion du droit des peuples autochtones à l'autodétermination, tel que défini dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUD-PA) et réaffirmé dans la Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2021). La souveraineté autochtone doit être défendue et réaffirmée en tant que voie incontournable vers la restauration et la réconciliation au Canada.

Nous respectons les anciens, passés et présents, ainsi que les descendants issus de cette terre.

Chi-Miigwetch.

La Fédération des Étudiants de la Colombie-Britannique (FECB)

La Fédération des étudiants de la Colombie-Britannique est une alliance provinciale regroupant plus de 170 000 étudiants répartis dans 14 universités, collèges et instituts de toute la Colombie-Britannique. Ensemble, nous nous efforçons de donner aux étudiants une voix efficace et unifiée afin d'améliorer l'accès à l'éducation.

La Fédération des étudiants de la Colombie-Britannique a son siège sur le territoire non cédé des Premières Nations Qayqayt. Nous tenons également à souligner que nos 14 associations locales agissent sur les territoires non cédés de nombreuses Premières Nations. Nous exprimons cette reconnaissance en signe de gratitude, mais également pour nous rappeler notre responsabilité collective d'agir pour la réconciliation.

Ontario Undergraduate Student Alliance (OUSA)

L'OUSA représente les intérêts d'environ 160 000 étudiants et étudiantes d'enseignement professionnel et de programmes universitaires de premier cycle, à temps plein et à temps partiel, réunis au sein de neuf associations étudiantes couvrant tout l'Ontario. L'approche militante de l'OUSA est basée sur l'élaboration de recommandations politiques concrètes, axées sur les besoins des étudiants et fondées sur des données probantes. Nos pratiques professionnelles de relations gouvernementales nous permettent d'avoir accès aux décideurs dont nous avons besoin pour que la voix de nos membres influence les lois et les politiques provinciales.

Le siège de l'Ontario Undergraduate Student Alliance est situé sur le territoire traditionnel des Hurons-Wendats, des Haudenosaunee et, plus récemment, des Mississaugas de la rivière Credit et est couvert par le Traité 13 des Traités du Haut-Canada. Nous reconnaissons que l'agglomération de Toronto a été fondée en ayant recours au génocide, au déplacement et à la manipulation des peuples autochtones dans le cadre d'une stratégie de colonisation, créant un préjudice de grande ampleur qui a encore aujourd'hui des répercussions sur ces communautés, y compris sur les étudiants autochtones dans les campus d'enseignement postsecondaire. De plus, nous rendons hommage à la résilience, aux réalisations et aux forces des peuples autochtones qui se réapproprient leur culture et font tomber les barrières.

Le Canada Déçoit-il Ses Jeunes Électeurs? Leçons de l'actualité Mondiale Pour un Changement National

Regard Sur la Participation des Jeunes et des Étudiants aux Processus Électoraux dans le Monde

Par Hannah Hunter et Wasiimah Joomun (ACAE)

Remarque des Auteurs:

En juillet 2025, après la rédaction de cet article, le gouvernement britannique a annoncé son intention de présenter un projet de loi visant à réformer en profondeur le système électoral national. Le projet de loi vise à abaisser l'âge du droit de vote aux élections générales à 16 ans et à mettre en place un système d'inscription automatique sur les listes électorales. Compte tenu des enjeux abordés dans cet article, il sera intéressant d'observer comment ces changements influenceront le taux de participation électorale des jeunes et des étudiants.

Le Vote des Jeunes au Canada

Les jeunes Canadiens votent systématiquement moins que leurs aînés lors des élections fédérales (voir la figure 1). Des chercheurs invoquent plusieurs thèmes récurrents pour expliquer ce fossé : la méfiance envers le système politique, les obstacles à l'exercice du droit de vote, un sens moindre du devoir civique et un manque d'intérêt envers la vie politique.¹ Ce point est important, car les électeurs qui votent déterminent qui est élu et une participation forte des jeunes peut faire émerger des dirigeants qui adopteront des politiques axées sur la jeunesse et l'avenir. Le vote est également une question d'habitude, de sorte qu'un taux de participation élevé chez les jeunes peut laisser présager une augmentation générale du taux de participation

1 Bibliothèque du Parlement, Études de la Colline : La participation électorale des jeunes au Canada, publication no 2016-104-F (Ottawa : Services d'information, d'éducation et de recherche parlementaires, 2023), <https://bdp.parl.ca/staticfiles/PublicWebsite/Home/ResearchPublications/HillStudies/PDF/2016-104-F.pdf>.

aux élections dans le futur.² Des études établissent également un lien entre la participation citoyenne (qui comprend l'exercice du droit de vote) et une meilleure santé mentale, de meilleurs résultats scolaires et un sentiment d'appartenance sociale plus fort chez les jeunes.³

Pour découvrir les causes de ces tendances et des moyens de les inverser, il convient de prendre du recul et d'examiner la situation au Canada par rapport à celle d'autres pays.

Comment le Taux de Participation Électorale des Jeunes Canadiens se Compare-t-il à Celui d'autres Pays?

Le Canada est loin d'être le seul pays confronté à un problème de participation électorale des jeunes. Partout dans le monde, les jeunes ont tendance à voter moins que leurs aînés. Il existe toutefois des différences substantielles entre les pays et une analyse de ces disparités peut être utile pour comprendre et améliorer le taux de participation électorale des jeunes au Canada. Dans cet article, nous nous concentrerons sur des pays dont les conditions sont similaires à celles du Canada, ce qui signifie notamment que nous laisserons de côté les pays où le vote est obligatoire et ceux où des irrégularités électorales ont été maintes fois documentées.

2 Élections Canada. « Tendances liées à la participation électorale des jeunes au Canada. » Élections Canada, dernière modification en avril 2023. <https://electionsetdemocratie.ca/tendances-liees-la-participation-electorale-des-jeunes-au-canada>

3 Gouvernement du Canada. « La mobilisation citoyenne des jeunes et ses effets sur la cohésion sociale et la santé mentale. » Conseil de recherches en sciences humaines. Dernière modification le 6 juin 2025. https://sshrcrsh.canada.ca/society-societe/community-communite/ifca-iac/evidence_briefs-donnees_probantes/emerging_asocial_society-emergence-societe-asociale/abdelaal-fra.aspx

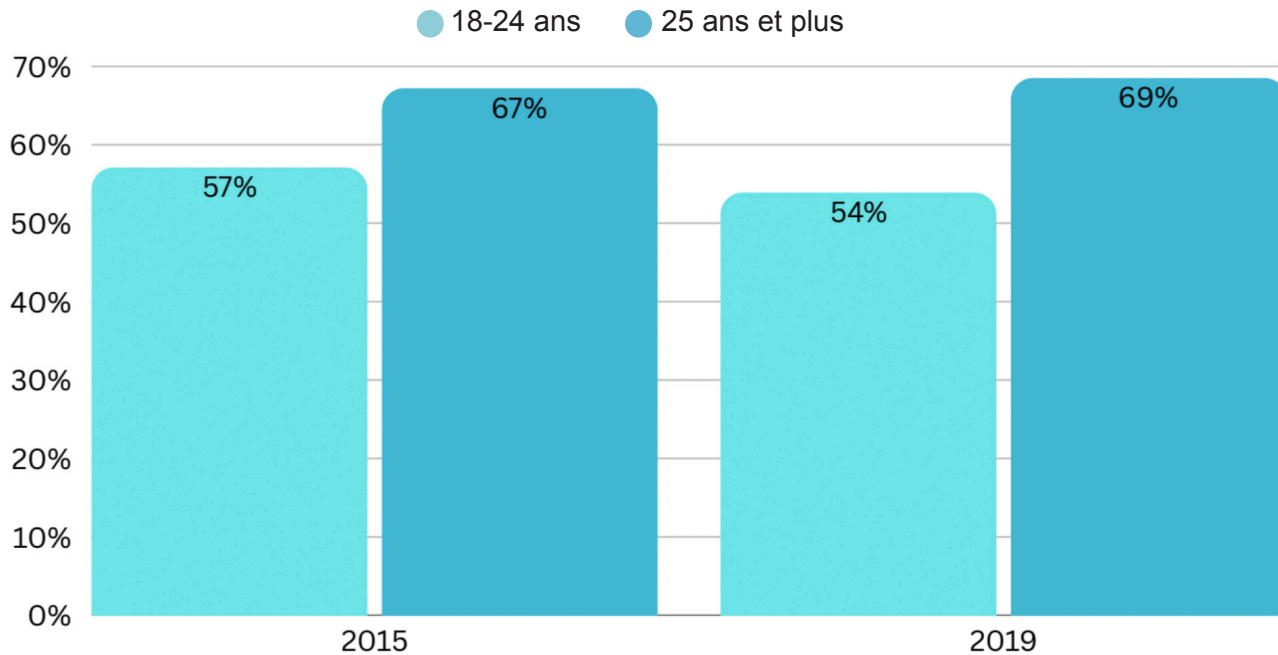


Figure 1. Écart estimé du taux de participation électorale des jeunes au Canada, calculé à partir du taux de participation électorale par groupe d'âge et des pondérations démographiques estimées fournies par Élections Canada.⁴

Remarque: Par souci de cohérence et afin de permettre la comparaison internationale, cet article utilise les chiffres d'Élections Canada, basés sur des données administratives associées à des dates de naissance, plutôt que les taux de Statistique Canada.⁵

Trois constatations principales émergent de notre analyse:

1. Le taux de participation des jeunes est plus élevé dans les pays dotés de systèmes démocratiques plus représentatifs.
2. Le taux de participation des jeunes augmente lorsque des politiciens sachant parler aux jeunes se présentent aux élections.
3. Les obstacles à l'inscription aux listes électorales et à l'exercice du droit de vote influencent fortement le taux de participation.

Le Taux de Participation des Jeunes est Plus Élevé Dans les Pays Dotés de Systèmes Démocratiques Plus Représentatifs

Parmi les démocraties comparables, ce qui ressort, c'est l'influence du système électoral sur le taux de participation des jeunes. Des pays comme la Suède, l'Allemagne et le Danemark, qui pratiquent tous une forme de représentation proportionnelle (RP), affichent des taux relativement meilleurs de participation électorale des jeunes (ainsi que des écarts moins importants entre le taux de participation des jeunes et celui du reste de la population) que des pays comme le Canada ou les États-Unis, qui utilisent un mode de scrutin majoritaire à un tour (SMUT). Dans les systèmes à représentation proportionnelle, les sièges au parlement sont attribués en fonction de la proportion des voix obtenues par chaque parti.

⁴ Élections Canada. « Taux de participation électorale selon le sexe et l'âge ». Élections Canada. Vu le 3 juillet 2025. <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/eval/pes2019/vtsa&document=index&lang=f>

⁵ Ibid

En revanche, le scrutin majoritaire à un tour couronne le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix dans chaque circonscription locale, ce qui conduit souvent à des résultats où de nombreux votes sont sans effet sur le résultat final. Le fossé entre les jeunes et les autres groupes d'âge existe aussi dans les systèmes à représentation proportionnelle, mais il est moindre et la participation globale est plus élevée. On recense évidemment des exceptions (en 2014, par exemple, la Nou-

velle-Zélande a enregistré un taux de participation relativement faible chez les jeunes malgré son mode de représentation proportionnelle, bien que ce taux ait depuis augmenté), mais la tendance est claire : les systèmes électoraux plus représentatifs semblent favoriser une plus grande participation des jeunes. Lorsque les jeunes ont le sentiment que leurs votes se transposent directement en pouvoir politique, ils sont plus enclins à participer.

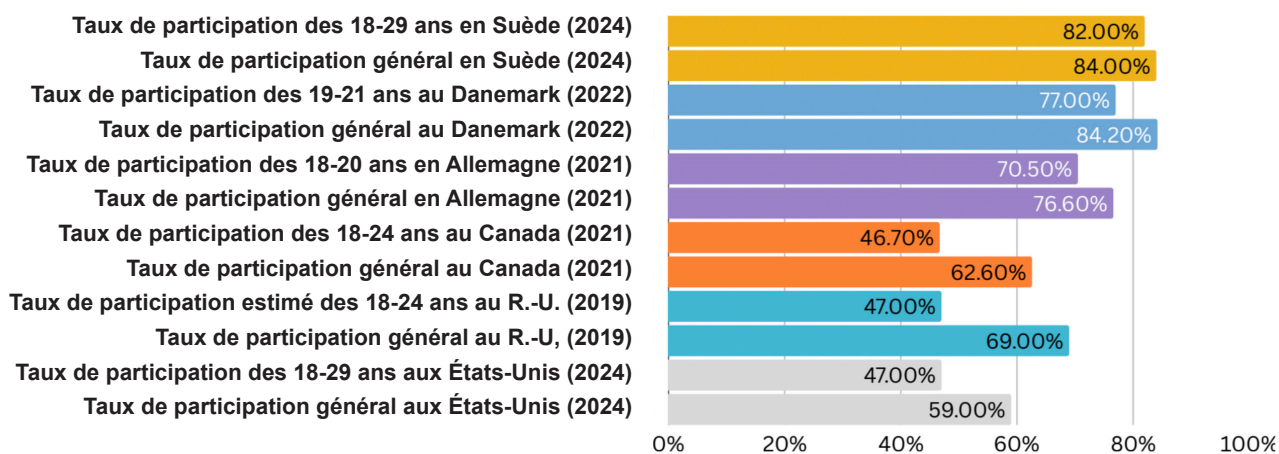


Fig. 2: Taux de participation approximatif des jeunes et de l'ensemble des électeurs dans diverses démocraties comparables ^{7 8 9 10 11}

Canada Election Year	Canada 18-24 Turnout (% of eligible population)	Canada General Turnout (% of eligible population)	UK Election Year	UK 18-24 Turnout (% of resident population)	UK General Turnout (% of resident voters)
2011	38.8%	61.1%	2010	44%	65%
2015	57.1%	66.1%	2015	43%	66%
2019	53.9%	67.0%	2017	54%	63%
2021	46.7%	62.6%	2019	47%	67.3%
2025	Unknown	69.5%	2024	37%	59.8%

Fig. 3: Estimation du taux de participation des jeunes et de l'ensemble des électeurs aux élections nationales au Royaume-Uni et au Canada depuis 2011. ^{12 13 14 15 16 17 18}

Le Taux de Participation des Jeunes Augmente Lorsque des Politiciens Sachant Parler Aux Jeunes se Présentent Aux Élections.

Au-delà du système électoral, quels autres facteurs entrent en jeu? Le Royaume-Uni apporte des éléments utiles pour comprendre ce qui se passe au Canada. Les deux pays ont des systèmes électoraux majoritaires à un tour, des démocraties parlementaires et des démographies semblables. Bien qu'il existe des différences importantes (notamment en ce qui concerne la géographie physique, l'héritage colonial et la fréquence des élections) l'examen comparatif des tendances de vote des jeunes dans les deux pays révèle néanmoins des informations précieuses. Examinons ce qui s'est produit lors des dernières élections qui ont eu lieu dans les deux pays.

Cette comparaison permet de tirer plusieurs enseignements. Premièrement, de nombreuses similitudes sont visibles. Les deux pays affichent systématiquement un important déficit de participation électorale des jeunes, bien que fluctuant, et tous deux présentent une exception particulière à cette règle. Chacun des deux pays a connu un pic lors d'une campagne électorale : les élections fédérales canadiennes de 2015 et les élections générales britanniques de 2017. Or, ces hausses ont été

7 Commission européenne. « Sweden: 5.2 Youth participation in representative democracy ». Commission européenne. Dernière modification le 20 mai 2025. <https://nationalpolicies.eacea.ec.europa.eu/youthwiki/chapters/sweden/52-youth-participation-in-representative-democracy>

8 Commission européenne. « Denmark: 5.2 Youth participation in representative democracy ». Commission européenne. Dernière modification le 20 mars 2024. <https://nationalpolicies.eacea.ec.europa.eu/youthwiki/chapters/denmark/52-youth-participation-in-representative-democracy>

9 Commission européenne. « Germany: 5.2 Youth participation in representative democracy ». Commission européenne. Dernière modification le 28 novembre 2023. <https://nationalpolicies.eacea.ec.europa.eu/youthwiki/chapters/germany/52-youth-participation-in-representative-democracy>

10 Élections Canada. « Participation électorale par sexe et âge ». Élections Canada. Vu le 3 juillet 2025. <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/eval/pes2021/evt&document=ig&lang=f>

11 Gideon Skinner et Roger Mortimore. « How Britain voted in the 2019 election ». Ipsos. 20 décembre 2019. <https://www.ipsos.com/en-uk/how-britain-voted-2019-election>

12 Élections Canada. « Tendances liées à la participation électorale des jeunes au Canada. » Élections Canada, dernière modification en avril 2023. <https://electionsetdemocratie.ca/tendances-liees-laparticipation-electorale-des-jeunes-au-canada>

13 Élections Canada. « Taux de participation électorale selon le sexe et

observées dans des circonstances similaires, puisque dans les deux cas, l'engagement des jeunes a augmenté grâce à des candidats charismatiques dont les plateformes électorales étaient proches des jeunes. Au Royaume-Uni, le Parti travailliste de Jeremy Corbyn a capté l'attention des jeunes électeurs grâce à des mesures telles que la gratuité des frais de scolarité et une forte présence numérique, engendrant ce que l'on a appelé le « Youthquake ».¹⁹ Au Canada, la plateforme électorale de Justin Trudeau en 2015 mettait l'accent sur l'action climatique, l'égalité des sexes et la réforme démocratique, des thèmes qui touchaient les jeunes électeurs.²⁰

Les Obstacles À L'inscription Aux Listes Électorales Et À L'exercice Du Droit De Vote Influencent Fortement Le Taux De Participation.

En ce qui concerne le vote des étudiants, cependant, la comparaison entre les deux pays comporte des différences qui peuvent passer inaperçues à première vue.

Ces dernières années, le Canada a pris des mesures substantielles pour réduire les obstacles au vote chez ses étudiants. En 2015, Élections Canada a lancé une initiative pilote de vote sur les campus, fortement appuyée par l'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE). Ce programme vise encore l'âge ». Élections Canada. Vu le 3 juillet 2025. <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/eval/pes2019/vtsa&document=index&lang=f>

14 Ipsos. « How Britain Voted in 2010 ». Ipsos. 21 mai 2010. <https://www.ipsos.com/en-uk/how-britain-voted2010>

15 Ipsos. « How Britain Voted in 2015 ». Ipsos. 26 août 2015. <https://www.ipsos.com/en-uk/how-britain-voted2015>

16 Gideon Skinner et Roger Mortimore. « How Britain Voted in the 2017 election ». Ipsos. 20 juin 2017. <https://www.ipsos.com/en-uk/how-britain-voted-2017-election>

17 Gideon Skinner et Roger Mortimore. « How Britain Voted in the 2019 election ». Ipsos. 20 décembre 2019. <https://www.ipsos.com/en-uk/how-britain-voted-2017-election>

18 Gideon Skinner et coll. « How Britain Voted in the 2019 election ». Ipsos. 20 décembre 2019. <https://www.ipsos.com/en-uk/uk-opinion-polls/how-britain-voted-in-the-2024-election>

19 Patrick Sturgis et Will Jennings, « Was There a 'Youthquake' in the 2017 General Election? », *Electoral Studies* 64 (2020) : 102065 <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2019.102065>

20 Parti libéral du Canada. « Le bon plan pour renforcer la classe moyenne ». Agence libérale fédérale du Canada. 2015. https://www.poltext.org/sites/poltext.org/files/plateformesV2/Canada/CAN_PL_2015_LIB_fr.pdf

aujourd'hui à rendre le vote plus accessible aux étudiants et aux jeunes Canadiens. Ce programme prévoit notamment l'utilisation de bulletins de vote spéciaux, qui permettent aux étudiants de voter pour un(e) candidat(e) de leur circonscription d'origine, quel que soit l'endroit où ils étudient, ce qui correspond à une revendication de longue date de l'ACAE pour donner plus de poids aux jeunes électeurs. Des bureaux de vote temporaires sont installés dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur à travers le pays. Ils sont généralement ouverts plusieurs jours avant le jour du scrutin afin d'offrir un maximum de commodité aux jeunes électeurs. Le programme propose également des choix de preuve d'identité qui permettent aux étudiants d'utiliser diverses pièces d'identité, incluant une preuve d'adresse numérique. Grâce à la tenue des scrutins pendant l'année scolaire et à la mise en place d'un environnement impartial et favorable, ce programme contribue à éliminer les obstacles logistiques et encourage les jeunes à participer aux élections fédérales.

Lancé sur 39 campus, ce programme a attiré en 2015 plus de 70 000 jeunes électeurs. En 2019, le programme a été étendu à 109 campus et plus de 110 000 étudiants ont voté sur leur campus.²¹ Après une pause en 2021 en raison de la pandémie, le programme de vote sur campus a fait son retour en 2025 dans environ 120 campus, après que le gouvernement du Canada ait proposé des modifications à la Loi électorale du Canada afin de pérenniser le programme de vote sur campus en mars 2024. Bien qu'il ne s'agisse pas du seul facteur en jeu, comme nous l'avons vu plus haut, cette initiative coïncide avec des changements

21 Élections Canada. « Programme de vote sur campus ». Élections Canada. Vu le 3 juillet 2025. <https://www.elections.ca/content.aspx?section=vot&dir=bkg&document=campu&lang=f>

22 Eleni Courea. « Britain has one of most difficult registration processes, report finds ». The Guardian. Mardi 6 mai 2025. <https://www.theguardian.com/politics/2025/may/06/britain-has-one-of-most-difficultvoter-registration-processes-report>

notables dans le taux de participation : le projet pilote de 2015 a coïncidé avec une augmentation significative du vote des jeunes, tandis que la pause de 2021 a été marquée par le taux de participation des jeunes le plus bas des dix années précédentes.

Contrairement au processus automatisé, accessible et flexible d'inscription aux listes électorales du Canada (permettant notamment l'inscription le jour même) qui offre un programme de vote sur campus et la possibilité de vote anticipé dans n'importe quel bureau d'Élections Canada, le Royaume-Uni est réputé pour avoir l'un des processus d'inscription aux listes électorales les plus complexes parmi les démocraties libérales du monde.²² Au Royaume-Uni, les électeurs doivent s'inscrire eux-mêmes à chaque déménagement et les listes électorales sont gelées plusieurs semaines avant le jour du scrutin, ce qui s'avère problématique pour les étudiants, qui ont tendance à déménager fréquemment et à mal connaître les procédures d'inscription des électeurs.

Bien que la figure 3 présente le taux de participation en pourcentage des résidents ou des personnes ayant le droit de vote (ce qui permet de vérifier efficacement le faible taux d'inscription) elle n'indique pas les différences démographiques au sein des groupes d'âge. Ce point est important, car les taux d'inscription varient considérablement selon la situation de vie. Par exemple, seuls environ 39 % des électeurs britanniques ayant droit de vote qui ont déménagé durant les 12 mois précédents (une situation courante chez les étudiants de l'enseignement supérieur) sont correctement inscrits sur les listes électorales.^{23 24}

23 Peter Walker. « Labour to bring in automatic voter registration under plans to boost franchise ». The Guardian. Mercredi 26 juin 2024. <https://www.theguardian.com/politics/article/2024/jun/26/labourautomatic-voter-registration-reform-plans>

24 Eleni Courea. « Britain has one of most difficult registration processes, report finds ». The Guardian. Mardi 6 mai 2025. <https://www.theguardian.com/politics/2025/may/06/britain-has-one-of-most-difficultvoter-registration-processes-report>

“ La faible participation électorale des jeunes n’est pas une fatalité : les systèmes, les structures et les messages ont une réelle influence.”

Nous savons qu’environ deux tiers des personnes âgées de 18 à 24 ans au Royaume-Uni sont inscrits sur les listes électorales et nous pouvons estimer qu’environ 56 % d’entre elles ont voté lors des élections de 2024 (sur la base d’un taux de participation de 37 % des électeurs ayant droit de vote dans cette tranche d’âge). Si nous appliquons ce même taux de participation à ceux qui ont déménagé durant les 12 mois précédents, nous pouvons estimer que seuls environ 22 % des électeurs ayant droit de vote dans ce groupe ont probablement voté. Étant donné que les étudiants sont généralement jeunes et ont donc un taux de participation électorale plus faible, le taux de participation parmi les étudiants ayant déménagé durant les 12 mois précédents était probablement encore plus bas.

Si nous comparons ces chiffres au taux de participation électorale des jeunes au Canada en 2019 (47 %) et au fait que les étudiants votent à un taux très similaire à celui des non-étudiants du même groupe d’âge,²⁵ on peut en déduire que le taux de participation électorale des jeunes étudiants pourrait être nettement plus faible au Royaume-Uni qu’au Canada.

25 Emilie Lusson, Geneviève Gosselin et Michael Dewing. « La participation électorale des jeunes au Canada ». Bibliothèque du Parlement. Dernière mise à jour le 16 février 2023. https://bdp.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/2016104E?22 Eleni Courea. « Britain has one of most difficult registration processes, report finds ». The Guardian. Mardi 6 mai 2025. <https://www.theguardian.com/politics/2025/may/06/britain-has-one-of-most-difficult-voter-registration-processes-report>

26 Apathy is Boring. « Better Democracy Roadmap ». Apathy is Boring. Vu le 3 juillet 2025. https://www.apathyisboring.com/better_democracy_roadmap

27 Darren Major. « Trudeau says abandoning electoral reform is his biggest regret. Here’s how it happened. » CBC News. 9 janvier 2025. <https://www.cbc.ca/news/politics/trudeau-electoral-reform-biggest-regret1.7426407>

Conclusion

Cette comparaison internationale démontre clairement que la faible participation électorale des jeunes n’est pas une fatalité : les systèmes, les structures et les messages ont une réelle influence.

De nombreux défenseurs du vote des jeunes, dont Apathy is Boring, militent depuis longtemps en faveur d’une réforme électorale pour contrer le désengagement des jeunes.²⁶ Nous avons vu plus haut que lorsque les jeunes pensent que leur vote a un impact réel, ils sont plus enclins à voter. La réforme du système électoral était l’une des principales promesses électorales du candidat Justin Trudeau en 2015, mais elle n’a jamais vu le jour, ce que l’ex-premier ministre a qualifié depuis de plus grand regret de sa carrière politique.²⁷

Bien que la réforme électorale semble hors de portée à court terme, deux priorités se dégagent en attendant : réduire les obstacles à la participation et veiller à ce que les dirigeants politiques s’intéressent aux enjeux qui comptent pour les jeunes. Des outils tels que l’inscription flexible aux listes électorales, le vote sur les campus et les possibilités de vote anticipé dans toutes les circonscriptions rendent le processus plus accessible, en particulier pour les étudiants et les jeunes qui déménagent fréquemment. Lorsque ces mesures sont en place, comme en 2015, le taux de participation des jeunes augmente. Lorsqu’elles sont absentes, comme en 2021, il diminue. Le taux de participation estimé ex-

trêmement faible des étudiants ayant droit de vote au Royaume-Uni constitue un avertissement sur ce qui peut se produire en l'absence d'inscription automatique aux listes électorales et des mesures de flexibilité offertes par Élections Canada.

Parallèlement, les politiques et les têtes d'affiche des partis jouent aussi un rôle important. Au Canada et au Royaume-Uni, la participation électorale des jeunes a connu des pics lorsque des candidats ont présenté des plateformes et des messages clairs, qui intéressent les jeunes. Les partis politiques ne peuvent pas simplement s'attendre à ce que les jeunes se présentent aux bureaux de vote, ils doivent leur donner des raisons de le faire.

La mobilisation de la base est également importante. À l'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE), nous militons depuis longtemps en faveur de mesures pour accroître la participation des étudiants aux élections fédérales. Depuis 2015, l'ACAE collabore avec Élections Canada, New Majority et d'autres partenaires dans le cadre d'une campagne de participation aux élections, qui vise à mobiliser les leaders étudiants et des bénévoles sur les campus partout au Canada. Ces équipes non partisans organisent des événements, mènent des actions de sensibilisation et lancent des campagnes numériques afin d'encourager les autres étudiants à participer au processus démocratique. Dans le cadre de notre campagne de 2015, nous

avons encouragé 42 000 étudiants à voter aux élections fédérales, ce qui a coïncidé avec une augmentation de 18 % du taux de participation des Canadiens âgés de 18 à 24 ans par rapport aux élections précédentes. Bien que d'autres facteurs soient importants, comme nous l'avons vu plus haut, ces résultats démontrent que la mobilisation ciblée encourage efficacement les jeunes à exercer leurs droits démocratiques.

Personne ne prétend cependant avoir de solution miracle. Pour avancer, il faut un mélange de stratégie politique, de réformes structurelles et d'intérêt sincère envers les réalités des jeunes électeurs. Il faut que le vote soit non seulement plus facile, mais aussi qu'il ait plus de sens. Un système électoral plus représentatif serait utile. Il faut aussi des dirigeants prêts à s'engager en faveur des priorités des jeunes, non seulement pendant les élections, mais aussi lorsqu'ils gouvernent.

Les jeunes Canadiens ne sont pas intrinsèquement apathiques. Leur degré élevé de mobilisation citoyenne dans certains loisirs communautaires, sur les réseaux sociaux et en faveur de diverses causes locales en est la preuve évidente. Si nous souhaitons que cette énergie se manifeste dans les urnes, il faut aller à la rencontre des jeunes là où ils se trouvent et leur offrir une démarche qui a du sens, des leaders qui s'intéressent à eux et un système politique qui valorise leur participation.

“ Pour avancer, il faut un mélange de stratégie politique, de réformes structurelles et d'intérêt sincère envers les réalités des jeunes électeurs.”

La Solidarité Fonctionne: des Étudiants s'unissent en Faveur de la Mobilisation Citoyenne

Par Octavia Andrade-Dixon (OUSA)

La mobilisation citoyenne fait depuis longtemps l'objet de nombreux débats en Ontario, en particulier parmi les jeunes. Parmi les dix dernières élections provinciales, celles de 2022 et 2025 ont enregistré les taux de participation les plus faibles.¹ Plusieurs facteurs ont contribué à la baisse de la participation électorale dans toutes les tranches d'âge. Comme pour tout événement majeur, les élections doivent être bien annoncées et prévoir suffisamment de temps pour sensibiliser le grand public. La communication avec les électeurs dans les circonscriptions abritant des établissements d'enseignement postsecondaire est souvent peu efficace en raison de préjugés persistants à l'égard des jeunes. Cependant, sur les campus de l'Ontario, des étudiants trouvent des moyens de participer à la vie politique canadienne aux trois niveaux de gouvernement. Par exemple, des étudiants informent leurs pairs par le biais d'organisations de jeunes, d'associations étudiantes, de journaux universitaires, de discussions individuelles et du bouche-à-oreille. Cet article explore des moyens utilisés par des jeunes pour stimuler la mobilisation politique dans les établissements membres de l'ACAE, notamment par le biais du témoignage de deux étudiants et une analyse de ce que les candidats politiques pourraient faire pour rejoindre efficacement les jeunes.

Le premier témoignage est celui d'un étudiant de l'Université Brock :

L'association étudiante de l'université Brock encourage la mobilisation citoyenne des étudiants par le biais de plusieurs initiatives.

¹ Elections Ontario, « Résultats : aperçu », s.d., <https://results.elections.on.ca/fr/results-overview>

Lors des récentes élections provinciales et fédérales, l'association a fait la promotion sur les réseaux sociaux de la commodité du vote sur le campus. De plus, à la mi-mars, l'association a organisé un événement intitulé « Pizza avec nos politiciens » pour inciter les étudiants à rencontrer des responsables politiques locaux. Par ailleurs, trois vidéos ont été diffusées sur leurs réseaux sociaux afin de promouvoir les élections provinciales. Mais à l'occasion des élections fédérales, l'association n'a publié qu'une seule vidéo sur son fil d'actualité le jour du scrutin.

L'association a néanmoins participé à la campagne #OUSAVotes à travers plusieurs articles et une publication sur le fil d'actualité principal.

Mon point de vue est également influencé par mon engagement en tant que militant pour le Nouveau Parti démocratique (NPD) lors des élections provinciales de 2022 en Ontario. J'ai été attiré par un ami qui connaissait le candidat local au poste de député provincial et qui m'a invité à rejoindre l'équipe de campagne. À 17 ans, cette expérience m'a permis de constater par moi-même l'importance de la sensibilisation des électeurs et l'impact que les jeunes peuvent avoir sur les résultats politiques. J'ai parlé à des centaines d'électeurs, pour la plupart des étudiants, qui se sentaient déconnectés de la politique ou ne savaient pas comment voter.

J'ai clairement constaté que les efforts importants de mobilisation citoyenne déployés sur des campus tels que celui de l'Université Brock pouvaient jouer un rôle déterminant pour augmenter la participation des jeunes. En revanche, les maigres efforts de l'asso-

ciation étudiante locale dans le cadre de sa campagne n'ont pas permis de mobiliser beaucoup d'électeurs. Ayant observé l'impact positif d'efforts de mobilisation authentiques et constants, je suis convaincu que notre association étudiante locale peut faire mieux.

Comme l'a mentionné l'étudiant, la mobilisation citoyenne ne se limite pas à l'exercice du droit de vote et des activités telles que le porte-à-porte peuvent être attrayantes pour certains jeunes. Contrairement à leurs aînés, les jeunes d'aujourd'hui sont moins enclins à considérer le vote comme un devoir civique, mais ils savent néanmoins que le vote peut créer du changement.² Selon une étude réalisée par Democracy Check Ups, bien que les étudiants aient des opinions divergentes sur l'exercice du droit de vote, ils participent à la vie citoyenne par d'autres moyens, tant en ligne qu'en personne. De nombreux répondants à un sondage ayant de 18 à 23 ans ont déclaré avoir fait du bénévolat pour un parti politique ou un candidat (18,2 %), avoir assisté à un rassemblement ou participé à une manifestation (32,7 %), avoir boycotté ou acheté des produits pour des raisons éthiques, environnementales ou politiques (51,8 %), avoir signé une pétition en personne ou en ligne (68,5 %) ou avoir fait du bénévolat pour une école, une organisation religieuse ou une association sportive ou communautaire (57,6 %), ce qui constitue le pourcentage le plus élevé des trois catégories d'âge du sondage.³

De plus en plus, les jeunes se mobilisent et participent à la vie politique sur les plateformes numériques. Les jeunes sont les plus susceptibles de s'intéresser aux informations, aux actualités et aux contenus politiques en ligne,

² Laura Stephenson et coll., « L'engagement civique des jeunes au Canada » (Max Bell Foundation, février 2025), <https://www.maxbell.org/wp-content/uploads/2025/07/Youth-Civic-Engagement-in-Canada-A-Study-in-Three-Parts-FRENCH.pdf>.
³ Ibid.

d'utiliser les réseaux sociaux pour discuter de politique ou de sujets de société et constituent le deuxième groupe d'âge le plus susceptible de suivre les élus et les candidats sur les réseaux sociaux.⁴ Cependant, la loi fédérale C-18 sur les communications en ligne (Loi sur les communications en ligne) crée des obstacles importants pour les jeunes. Cette loi vise à améliorer le partage des bénéfices avec les médias traditionnels dont les articles et les contenus étaient diffusés sur les réseaux sociaux. Le gouvernement fédéral a négocié une entente de rémunération avec Google, mais Meta, propriétaire de Facebook et d'Instagram, préfère encore refuser de publier du contenu d'actualité canadien sur ses plateformes.⁵ À l'ère numérique, cette querelle affecte particulièrement les jeunes électeurs. Par conséquent, bien que l'association étudiante de l'université Brock aurait pu publier davantage de contenu lors des dernières campagnes électorales, elle se trouve désormais confrontée à une capacité limitée à exploiter d'autres ressources potentiellement utiles, telles que le journal du campus et les médias externes. Les associations étudiantes doivent trouver des moyens créatifs pour fournir aux étudiants davantage de contenus informatifs qui témoignent du climat politique. Bien que les journaux scolaires puissent constituer un moyen accessible de diffusion d'informations et de promotion, il est essentiel que les associations étudiantes aient également accès à des sources d'information fiables sur les plateformes auxquelles elles sont le plus connectées.

Ces difficultés sont présentes sur tous les campus universitaires et différents moyens sont mis en œuvre pour y faire face.

⁴ Ibid

⁵ Dana Cramer, « When Youth Don't See the News - Friends of Canadian Media », Friends of Canadian Media - Standing up for Canadian Voices in Canadian Media, 19 août 2024, <https://friends.ca/dalton-campessy/when-youth-dont-see-the-news/>.

“...les étudiants manquent souvent d’informations de base pour s’engager dans les processus structurés de participation citoyenne..”

Le deuxième témoignage provient d’une étudiante de l’université Wilfrid Laurier :

Bien qu’il y ait eu une amélioration de la participation citoyenne sur le campus, l’Université Wilfrid Laurier ne fait pas vraiment bonne figure dans ce domaine. Lors des dernières campagnes électorales en Ontario et au fédéral, j’exerçais des fonctions au sein de l’association étudiante de l’Université Wilfrid Laurier qui m’ont conduite à tenir des stands d’informations pour sensibiliser les étudiants sur la participation aux élections. Plusieurs étudiants ignoraient comment voter (c’est-à-dire où se rendre et quelles pièces d’identité apporter) et ne savaient pas qu’ils pouvaient voter soit dans leur circonscription électorale d’origine, soit dans celle de leur lieu d’études. Qui plus est, plusieurs étudiants ne savaient presque rien sur les plateformes des partis politiques et sur leurs candidats respectifs.

Chaque année, en janvier, l’université organise une semaine locale de militantisme au cours de laquelle le département des relations gouvernementales et sociales discute avec des personnalités politiques de sujets importants pour les étudiants. Afin de mieux connaître les enjeux importants pour les étudiants, nous avons animé des stands et publié des questions sur Instagram pour recueillir des commentaires et les inviter à participer aux discussions.

Nous avons également des clubs universitaires affiliés aux quatre principaux partis

politiques ontariens. Ces clubs encouragent certaines formes de participation citoyenne, notamment la possibilité de faire du porte-à-porte et de participer à des campagnes téléphoniques pour les candidats pendant les périodes électorales. Le campus Brantford de l’Université Wilfrid Laurier organise également un « dîner du maire » où les interventions du maire et des représentants des divers services municipaux sont entrecoupées d’activités amusantes. Des présentations ludiques de la vie politique et l’organisation d’événements tels que celui-ci pourraient inciter de nombreux étudiants à s’engager davantage.

La méconnaissance des enjeux politiques nuit considérablement à la mobilisation des jeunes. Puisque la plupart des étudiants sont présents sur les réseaux sociaux, la création de contenus divertissants et personnalisés pourrait les intéresser davantage que des publications infographiques.

Ce témoignage démontre que les étudiants manquent souvent d’informations de base pour s’engager dans les processus structurés de participation citoyenne. En fait, les jeunes sont plus enclins à participer à des initiatives locales sans protocole qu’à la politique électorale, car ils considèrent ces initiatives comme accessibles et comme un moyen d’avoir un impact direct.⁶ Des activités telles que la tenue de stands, comme l’a décrit l’étudiante, aident

⁶ Fondation Rideau Hall, « Comprendre l’engagement civique des jeunes et des enfants au Canada – Fondation Rideau Hall », 23 novembre 2022, <https://rhf-frh.ca/fr/media-releases/comprendre-lengagement-civique-des-jeunes-et-des-enfants-au-canada/>.

les jeunes (souvent très occupés par d'autres aspects de leur vie scolaire et extrascolaire) à accéder à des informations politiques en un lieu central du campus, là où ils sont. La semaine locale de militantisme constitue un autre excellent exemple de moyen efficace mis en œuvre par une association étudiante pour démystifier des enjeux électoraux. L'utilisation de la boîte à questions semi-anonyme d'Instagram permet aux étudiants d'apprendre dans un environnement sans jugement et sur une plateforme qu'ils connaissent déjà, ce qui encourage leur participation. Les discussions sur des thèmes qui touchent les étudiants (souvent négligés dans les plateformes politiques) sont utiles pour que les étudiants se sentent concernés par la politique électorale et écoutés par la classe politique. Le dîner du maire organisé par l'association étudiante de l'Université Wilfrid Laurier nourrit cette participation des étudiants à la vie politique municipale, un niveau de gouvernement où les étudiants ont souvent le plus d'interactions lorsqu'ils sont à l'université. Comme à l'Université Brock, l'engagement direct au sein des partis politiques par le biais de clubs, de campagnes de porte-à-porte et d'appels téléphoniques permet aux étudiants de participer à la vie citoyenne au-delà de l'exercice du droit de vote.

Conclusions et Recommandations

Nous avons vu que les étudiants et les jeunes disposent d'une multitude de moyens pour participer à la vie politique. Bien que la politique électorale ne soit qu'un aspect parmi d'autres de l'engagement citoyen, il est essentiel que le système électoral fonctionne de manière à ce que tous les citoyens aient envie d'y participer pleinement. Voici quelques pistes qui pourraient nous rapprocher de cet objectif :

1. Étendre le programme de vote sur campus aux élections provinciales ontariennes.

Le programme de vote sur campus fonctionne lors des élections fédérales et permet aux étudiants de voter pour des candidats de leur circonscription d'origine depuis leur université. Il fonctionne dans 15 universités et 17 campus à travers l'Ontario.⁷ En règle générale, au niveau provincial, les étudiants peuvent voter dans leur circonscription d'origine ou dans celle où ils résident pendant leurs études, mais le vote sur campus est réservé aux étudiants qui y habitent. Pour améliorer l'accessibilité des bureaux de vote, Élections Ontario devrait adopter le modèle fédéral de vote sur campus et réduire les obstacles au vote pour les personnes qui ne sont pas inscrites dans la circonscription de leur campus.

2. Veiller à ce que les députés provinciaux de TOUS les partis soient en communication avec les campus tout au long de l'année.

L'éducation à la participation citoyenne ne doit pas se limiter à l'exercice du droit de vote; elle doit être nourrie de relations continues et d'occasions d'engagement communautaire. Même si de nombreux étudiants partagent leur temps entre leur circonscription d'origine et la circonscription de leur campus, ils font partie intégrante du tissu social de leur ville universitaire. Des contacts réguliers avec les campus et des dialogues directs avec les étudiants constituent d'excellents moyens de renforcer la conscience politique et la participation électorale des étudiants. Des collaborations avec des associations étudiantes ont

⁷ Élections Canada, « Voter sur un campus », 7 octobre 2025, <https://www.elections.ca/content2.aspx?section=stu&document=votcamp&lang=f>.

permis d'organiser des événements tels que Pizza avec nos politiciens et Dîner avec le maire sur des campus un peu partout dans la province. La collaboration de tous les partis aiderait les associations étudiantes à maintenir un canal impartial et fiable pour stimuler la participation à la vie politique.

3. Demander au gouvernement fédéral de tenter à nouveau de négocier avec les grandes entreprises médiatiques afin que les médias d'information puissent être présents sur les réseaux sociaux.

La décision de Meta de bannir les actualités canadiennes de ses plateformes afin d'éviter de rémunérer les médias d'information a considérablement nui à la capacité d'accéder à des informations provenant de sources fiables, en particulier chez les jeunes. Le gouvernement de l'Ontario pourrait faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il reprenne les négociations avec Meta ou prenne d'autres mesures pour que les Canadiens aient accès à des informations fiables sur les réseaux sociaux les plus utilisés.

Bien que la politique électorale ne soit qu'un aspect parmi d'autres de l'engagement citoyen, il est essentiel que le système électoral fonctionne de manière à ce que tous les citoyens aient envie d'y participer pleinement.

Au-delà des Bulletins de Vote : Éduquer les Étudiants des Collèges de l'Ontario Pour Qu'ils S'engagent Durablement dans la Vie Citoyenne

Par Alex Nguyen (OSV)

Introduction

La participation électorale constitue un pilier essentiel de toute démocratie saine et dynamique. Cependant, comme de nombreuses démocraties occidentales, le Canada peine à attirer ses jeunes dans les bureaux de vote.¹ L'Ontario suit d'ailleurs la tendance nationale, avec un taux de participation électorale en baisse progressive depuis les premières élections générales de 1867.² La province a atteint un creux historique lors des élections générales de 2022, avec seulement 44,6 % de participation au scrutin.³ Bien que le taux de participation aux élections générales de 2025 ait enregistré une légère augmentation de 1 %, il est resté extrêmement faible à 45,4 %.⁴

Malheureusement, Élections Ontario ne publie pas de données sur la participation électorale ventilées par âge, ni de données sur les étudiants des collèges de l'Ontario, ce qui rend difficile l'évaluation complète de l'ampleur de la mobilisation politique des jeunes lors des élections provinciales.⁵ Cependant, les électeurs de 18 à 34 ans ont toujours affiché des taux de participation inférieurs à ceux de

leurs aînés lors des élections fédérales et de nombreux intervenants estiment que la situation est semblable au niveau provincial.⁶

Une faible participation électorale ne signifie pas nécessairement que les jeunes sont totalement désintéressés de la vie citoyenne. Par exemple, selon un sondage social général sur le don, le bénévolat et la participation réalisé en 2018 par Statistique Canada, le taux de bénévolat dans un cadre structuré était le plus élevé chez les jeunes de 15 à 30 ans (46 % donnent du temps à des causes bénévoles).⁷ En fait, les jeunes ontariens sont plus nombreux à faire du bénévolat au sein d'organismes communautaires, culturels, récréatifs ou scolaires que tout autre groupe de la population.⁸ Selon des données de Statistique Canada datant de 2018, les jeunes Ontariens de 15 à 24 ans affichaient le taux de bénévolat le plus élevé de la province (54,5 %) ce qui signifie qu'un jeune sur deux faisait du bénévolat dans un cadre structuré.⁹ Statistique Canada a également constaté que les jeunes sont plus susceptibles de participer à diverses formes d'engagement politique, notamment en tant que bénévole pour un parti politique, en boycottant certains produits pour des raisons éthiques, en signant des pétitions

1 Élections Canada. « Tendances liées à la participation électorale des jeunes au Canada ». Élections et démocratie; dernière révision en avril 2023. <https://electionsetdemocratie.ca/tendances-liees-laparticipation-electorale-des-jeunes-au-canada>.

2 Élections Ontario. Rapport d'évaluation finale 2022. 2 juin 2022. Toronto. Élections Ontario, 2022. https://www.elections.on.ca/content/dam/NGW/sitecontent/2022_fr/reports/Election%20générale.

3 Élections Ontario. Rapport d'évaluation finale 2022. 2 juin 2022. Toronto. Élections Ontario, 2022. https://www.elections.on.ca/content/dam/NGW/sitecontent/2022_fr/reports/Election%20générale.

4 Rodrigues, Gabby. « Ontario Election: Voter Turnout Higher Than Expected in 2025, Early Data Shows », Global News, 28 février 2025, <https://globalnews.ca/news/11052258/ontario-election-2025-voter-turnout/>.

5 Sharp, Morgan. « Did Young Voters Turn Up in the Ontario Election? » Canada's National Observer, 8 juin 2022. <https://www.nationalobserver.com/2022/06/08/news/did-young-voters-turn-ontario-election>.

6 Sharp, Morgan. « Did Young Voters Turn Up in the Ontario Election? » Global News, 8 juin 2022. <https://globalnews.ca/news/8906211/young-voters-ontario-election/>

7 Statistique Canada. « Le bénévolat des Canadiens en 2018 ». 27 janvier 2020. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/11-627-M2021035>

8 Statistique Canada. « Tableau 45-10-0039-01 : Taux de bénévolat et heures annuelles moyennes de bénévolat, selon la définition du bénévolat et le groupe d'âge ». Dernière modification. Le 11 novembre 2025. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=4510003901&request_locale=fr.

9 Statistique Canada. « Tableau 45-10-0039-01 : Taux de bénévolat et heures annuelles moyennes de bénévolat, selon la définition du bénévolat et le groupe d'âge ». Dernière modification. Le 11 novembre 2025. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=4510003901&request_locale=fr.

ou en participant à des marches et à des manifestations.¹⁰ Pour comprendre la volonté des jeunes de participer à la vie citoyenne en général, il faut d'abord connaître et étudier les obstacles concrets qui empêchent les étudiants des collèges de l'Ontario de participer pleinement à la vie politique.¹¹

Obstacles à la Participation Citoyenne

Des recherches mettent en évidence des obstacles systémiques persistants qui influencent comment et quand les jeunes peuvent participer à la vie citoyenne. De plus, les étudiants des collèges de l'Ontario représentent une partie importante et diversifiée de la jeunesse de la province et sont confrontés à des obstacles singuliers qui vont au-delà des bureaux de vote.

Manque de Temps

Pour de nombreux étudiants des collèges de l'Ontario, le manque de temps constitue le principal obstacle qui les empêche de participer à la vie citoyenne. Des facteurs structurels tels que de longs trajets quotidiens et des emplois du temps chargés limitent considérablement leur capacité de participation. Les étudiants des collèges de l'Ontario doivent souvent jongler entre leurs études, un emploi à temps partiel ou à temps plein et de longs trajets, d'autant plus que le coût élevé du logement complique de plus en plus leur vie. Par exemple, un rapport de StudentMoveTO révèle qu'un tiers des étudiants de niveau postsecondaire de la région du Grand Toronto passent deux heures ou plus à se déplacer les jours de cours et qu'un quart d'entre eux habitent à au

“ Lorsque les exigences académiques, le travail à temps partiel et les temps de trajet prolongés s’accumulent, les étudiants disposent de peu de temps et d’énergie pour participer à la vie citoyenne, que ce soit pour voter, être bénévole ou assister à des assemblées.”

moins 20 kilomètres de leur campus.¹² Cette réalité touche particulièrement les étudiants des collèges, qui doivent souvent se déplacer entre plusieurs campus ou lieux de formation hors campus en raison de la capacité limitée des programmes. Par exemple, plusieurs étudiant(e)s en sciences infirmières et en techniques spécialisées doivent partager leur temps entre des salles de classe, des laboratoires et des stages externes dans des hôpitaux ou des centres de formation, en plus de devoir concilier un emploi à temps partiel avec leur charge de travail scolaire. Des études démontrent également que les étudiants ayant des temps de trajet les plus longs sont moins susceptibles de participer aux activités sur le campus.¹³ Lorsque les exigences académiques, le travail à temps partiel et les temps de trajet prolongés s'accumulent, les étudiants disposent de peu de temps et d'énergie pour participer à la vie citoyenne, que ce soit pour voter, être bénévole ou assister à des assemblées.

10 Arriagada, Paula, Farhana Khanam et Yujiro Sano. « Portrait des jeunes au Canada : Rapport statistique. Chapitre 6 : La participation politique, l'engagement civique et la prestation de soins chez les jeunes au Canada » Statistique Canada, 19 juillet 2022. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/42-28-0001/2021001/article/00006-fra.htm>.

11 Nour Abdelaal, Chloe Kemeni et Karim Bardeesy. (Novembre 2022). « Knocking on the Door: Youth Civic Engagement and Its Impact on Social Connectedness and Wellness ». <https://www.ryersonleadlab.com/youth-civic-engagement>

12 Université de Toronto. « Long Commutes Mean Fewer Choices for University Classes, Campus Life: StudentMoveTO ». U of T News, 17 octobre 2018. <https://www.utoronto.ca/news/studentmoveto>.

13 Allen, Jeff et Steven Farber. « How Time-Use and Transportation Barriers Limit on-Campus Participation of University Students ». *Travel Behaviour and Society* 13 (1er octobre 2018): 174-82. <https://doi.org/10.1016/j.tbs.2018.08.003>.

Défis de la Participation Citoyenne Numérique

En période électorale, l'essor des moyens numériques de participation citoyenne constitue un outil à double tranchant. Les réseaux sociaux sont devenus des outils puissants pour capter l'attention des jeunes et les mobiliser sur certains sujets, en particulier les étudiants qui ont peu de temps et des obligations multiples et qui peuvent se tourner vers ces plateformes comme principale source d'information. Cependant, les jeunes qui dépendent principalement des espaces en ligne pour participer à la vie civique s'exposent à des risques redoutables.

Un sondage réalisé en 2021 par Abacus Data et Apathy is Boring révèle que 65 % des jeunes Canadiens rencontraient des formes de désinformation en ligne au moins une fois par semaine.¹⁴ Les résultats d'un sondage Abacus commandé par la chaîne Cable Public Affairs Channel (CPAC) révèlent que 39 % des jeunes adultes canadiens ne s'informent pas par le biais des médias traditionnels, mais plutôt par les réseaux sociaux, les moteurs de recherche ou d'autres jeunes.¹⁵ Cette évolution de la consommation d'informations augmente leur exposition aux formes de désinformation et rend plus difficile la vérification des sources, en particulier chez les jeunes Canadiens dont la culture numérique présente des lacunes, ce qui complique énormément toute participation constructive à la vie citoyenne.¹⁶

14 Apathy is Boring. Revisiting News Consumption and Democratic Engagement. Abacus Data, 2019. https://d3n8a8pro7vhm.cloudfront.net/apathyisboring/pages/687/attachments/original/1629743211/Abacus_Report_Data_2021_EN_v4.pdf?1629743211.

15 Nour Abdelaal, Chloe Kemeni et Karim Bardeesy. (Novembre 2022). « Knocking on the Door: Youth Civic Engagement and Its Impact on Social Connectedness and Wellness ». <https://www.ryersonleadlab.com/youth-civic-engagement>

16 Nour Abdelaal, Chloe Kemeni et Karim Bardeesy. « Knocking on the Door: Youth Civic Engagement and Its Impact on Social Connectedness and Wellness ». Ryerson Lead Lab, novembre 2022. <https://www.ryersonleadlab.com/youth-civic-engagement>.

De même, Élections Ontario reprend ces préoccupations, indiquant que près des trois quarts des électeurs croient que de fausses informations ont influencé le résultat des élections provinciales de 2022.¹⁷ Si rien n'est fait, ces risques numériques peuvent compromettre la sécurité des jeunes, réduire leur confiance et les dissuader de participer à la vie citoyenne au-delà de la sphère numérique.

Manque d'Infrastructures de Vote Accessibles sur les Campus

Le manque d'infrastructures électorales accessibles sur les campus universitaires constitue un obstacle direct et souvent négligé à la participation citoyenne des étudiants. En 2015, Élections Canada a lancé un programme pilote de **Vote Sur Campus** dans 39 établissements d'enseignement supérieur afin de surmonter les obstacles logistiques auxquels étaient confrontés les étudiants de niveau postsecondaire, qui représentaient une part importante des jeunes électeurs.¹⁸

Cette initiative a entraîné une augmentation sans précédent de 18,3 points de pourcentage du taux de participation électorale chez les 18 à 24 ans, qui est passé de 38,8 % en 2011 à 57,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte augmentation enregistrée pour ce groupe d'âge depuis qu'Élections Canada a commencé à suivre les tendances démographiques en 2004.¹⁹

17 Élections Ontario. Rapport d'évaluation générale des élections provinciales 2022. Léger, 2022. https://www.elections.on.ca/content/dam/NGW/sitecontent/2022_fr/reports/Élection%20générale%20de%202022%20-%20rapport%20d%27évaluation.pdf.

18 Élections Canada. « Programme de vote sur campus ». Dernière révision en 2024. <https://www.elections.ca/content.aspx?section=vot&dir=bkg&document=campu&lang=f>.

19 Grenier, Éric. « Youth turnout way up in 2015 federal election, Elections Canada says ». CBC News. 15 juin 2016. <https://www.cbc.ca/news/politics/grenier-youth-turnout-2015-1.3636290>.

“ socioéconomique les facteurs socio-économiques et démographiques tels que le revenu, le niveau d’éducation, l’origine ethnique et le lieu de vie géographique influencent la capacité des jeunes à s’informer, à comprendre les systèmes électoraux et à se sentir représentés dans le discours politique.”

Bien que le programme ait été suspendu en 2021 en raison de la pandémie, des organisations militantes ont réussi à obtenir sa réinstauration lors des élections fédérales de 2025, ce qui a permis l’installation de bureaux de vote dans plus de 100 universités et collèges à travers le Canada.²⁰ Le rétablissement de ce programme souligne la reconnaissance croissante des défis uniques auxquels sont confrontés les étudiants pour accéder aux bureaux de vote, en particulier lorsque leur temps sur le campus et en dehors est strictement structuré par des horaires de cours et des politiques institutionnelles rigides.

En vertu de la *Loi électorale du Canada*, les employeurs sont tenus d’accorder un congé à leurs employés si leur horaire ne leur permet pas de disposer de trois heures consécutives pour voter le jour du scrutin ou pendant le vote par anticipation.²¹ Toutefois, cette obligation ne s’applique pas dans le contexte post-secondaire où les horaires des étudiants sont prédéterminés et rigides, sans aménagements des établissements.

Ces défis ne se limitent pas à la sphère politique fédérale. En Ontario, de nombreux étudiants des collèges sont confrontés à des obstacles logistiques similaires en raison d’horaires de cours rigides, de stages hors campus et

de longs trajets entre plusieurs campus. L’absence de solutions de vote pratiques, en particulier lors des dernières élections provinciales, accentue ce problème d’accessibilité. En l’absence de moyens de vote accessibles sur les campus et d’aménagements institutionnels, les étudiants de l’Ontario (surtout ceux qui doivent jongler entre leurs études, un emploi et de longs trajets) continuent de se heurter à des obstacles disproportionnés et uniques qui les empêchent de participer à la vie citoyenne.

Accès Inégal aux Processus Électoraux

Les inégalités d’accès aux bureaux de vote constituent un autre obstacle systémique à la participation citoyenne des jeunes. Lors des élections fédérales de 2019, seulement 37 % des jeunes Autochtones, 33 % des jeunes Noirs et 37 % des jeunes issus de minorités visibles ont déclaré avoir voté, alors que le taux de participation était à 49 % pour l’ensemble des jeunes. Ces disparités soulignent que la participation à la vie politique n’est pas accessible à tous de manière égale.²² Des recherches démontrent que les facteurs socio-économiques et démographiques tels que le revenu, le niveau d’éducation, l’origine ethnique et le lieu de vie géographique influencent la capacité des jeunes à s’informer, à comprendre les systèmes électoraux et à se

20 Élections Canada. « Étudiants et jeunes électeurs ». Élections Canada. Vu le 23 juin 2025. <https://www.elections.ca/content2.aspx?section=stu&document=votcamp&lang=f>
21 Elections Alberta, « Time off for Voting », Elections Alberta; vu le 23 juin 2025, <https://www.elections.ab.ca/voters/how-to-vote/time-off-for-voting/>

22 Patrimoine canadien Premier rapport sur l’état de la jeunesse du Canada : pour les jeunes, avec les jeunes, par les jeunes. 11 août 2021, <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/campagnes/etatjeunesse/rapport.html>

sentir représentés dans le discours politique.²³ Pour de nombreux étudiants des collèges de l'Ontario, en particulier ceux issus de milieux défavorisés, ces obstacles sont aggravés par des difficultés financières, la conciliation entre études et travail et le manque d'éducation civique ou de communication adaptées à leur culture, ce qui peut considérablement entraver leur capacité à participer à la vie citoyenne. Il faut toutefois souligner que, malgré un taux de participation électorale faible, de nombreux jeunes issus de milieux défavorisés participent autrement à la vie citoyenne.²⁴ La participation à des activités politiques non traditionnelles, telles que les manifestations, les boycottages et les pétitions reste forte, avec 44,3 % des jeunes Autochtones et 42,3 % des jeunes Noirs qui y participent (41,8 % chez l'ensemble des jeunes).²⁵

Recommandations

Il est important de reconnaître et de promouvoir toutes les formes de participation citoyenne qui doivent être à la disposition des jeunes, en vue de lever les obstacles systémiques et structurels auxquels sont confrontés les étudiants des collèges de l'Ontario. À cette fin, nous formulons les recommandations suivantes :

1. Rétablir les Bureaux de Vote Sur les Campus

Élections Ontario et **Élections Canada** devraient étendre et pérenniser les bureaux de vote sur les campus de tous les établissements d'enseignement postsecondaire afin

23 Abdelaal, Nour, Chloe Kemeni et Karim Bardeesy. « Knocking on the Door: Youth Civic Engagement and Its Impact on Social Connectedness and Wellness ». Ryerson Lead Lab, novembre 2022. <https://www.ryersonleadlab.com/youth-civic-engagement>.

24 Abdelaal, Nour, Chloe Kemeni et Karim Bardeesy. « Knocking on the Door: Youth Civic Engagement and Its Impact on Social Connectedness and Wellness ». Ryerson Lead Lab, novembre 2022. <https://www.ryersonleadlab.com/youth-civic-engagement>.

25 Patrimoine canadien Premier rapport sur l'état de la jeunesse du Canada : pour les jeunes, avec les jeunes, par les jeunes. 11 août 2021, <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/campagnes/etatjeunesse/rapport.html>.

que les étudiants aient un accès équitable et constant au vote lors des élections provinciales et fédérales.

2. Améliorer les Collectes de Données et la Transparence

Élections Ontario devrait recueillir et publier des données démographiques sur la participation électorale, notamment pour les divers groupes d'âge et les étudiants, afin de mieux connaître et combler les écarts de participation aux élections.

3. Encourager la Participation Citoyenne au Niveau Postsecondaire

En coordination avec les établissements d'enseignement supérieur, le **Ministère Ontarien des Collèges et Universités, de l'Excellence en Recherche et de la Sécurité** devrait investir dans des programmes d'éducation civique qui valorisent les formes traditionnelles et non traditionnelles de participation citoyenne, telles que le bénévolat, l'organisation d'événements et le militantisme ainsi que reconnaître ces activités en tant qu'occasions de développement des compétences professionnelles et créer des incitations, telles que la validation académique ou la délivrance de certificats afin d'encourager la participation des étudiants de niveau postsecondaire.

4. Lever les Obstacles Logistiques

Les établissements postsecondaires devraient s'attaquer aux obstacles liés à l'emploi du temps et aux déplacements grâce à des assouplissements des politiques en vigueur lors des élections, qui pourraient notamment autoriser des absences ou prévoir des plages horaires pour voter.

Conclusion

Pour véritablement lever les obstacles à la participation citoyenne des étudiants, nous devons reconnaître que cette participation ne commence ni ne s'achève dans les urnes. Il faut mettre en place des infrastructures, des programmes éducatifs et des possibilités de participation citoyenne accessibles toute l'année afin de donner aux étudiants les moyens d'agir au sein de la société avant, pendant et entre les élections.

En tant que groupe provincial de lobbying étudiant, OSV agit pour renforcer le pouvoir des étudiants et faire entendre leur voix dans les débats politiques qui affectent leur vie. Nous croyons que la participation citoyenne sous toutes ses formes est utile pour que les étudiants participent activement aux décisions concernant leur campus et la société, et, par conséquent, à la mise en place d'un système d'enseignement supérieur plus solide, accessible, abordable et de haute qualité pour tous les étudiants de l'Ontario.

Mobiliser les Jeunes Démotivés : L'Assemblée de Citoyens sur La Réforme Électorale de l'Ontario Comme Modèle d'Inclusion des Jeunes

Par Olivia Villeneuve (CSA)

Le Système Électoral de l'Ontario et le Fossé de Participation des Jeunes aux Votes

Le taux de participation aux élections provinciales en Ontario est en baisse constante depuis plusieurs décennies. Le taux de participation aux élections provinciales de 2022 a été de 44 %, ce qui constitue un record historique.¹ Les données préliminaires des élections de 2025 indiquent une légère amélioration, puisque 45 % des Ontariens habilités à voter ont exercé leur droit de vote.² Ces chiffres soulignent une tendance générale au désintéressement des Ontariens à l'égard du processus électoral.

Le gouvernement de l'Ontario ne publie pas de données officielles sur la participation électorale par tranche d'âge pour les élections provinciales. Cependant, les données et les sondages fédéraux indiquent systématiquement que les jeunes (18-24 ans) ont le taux de participation le plus faible de tous les groupes d'âge. Lors des élections fédérales de 2021, seuls 47 % des jeunes électeurs ont voté, ce qui est nettement inférieur au taux de participation général (62 %).³ Malgré les problèmes pressants de compétence provinciale qui accablent les jeunes, tels que l'endettement étudiant et l'abordabilité du logement, de nombreux jeunes Ontariens restent démobilisés, invoquant leur méfiance envers les institutions politiques et l'absence des enjeux qui

les touchent dans les plateformes électorales.⁴

L'utilisation en Ontario du système électoral majoritaire à un tour (SEMUT) est critiquée depuis longtemps pour son manque de représentation proportionnelle. Ce système permet à un parti d'obtenir la majorité au gouvernement (et le pouvoir législatif) avec moins de la moitié des suffrages exprimés. Par exemple, en 2022, le Parti progressiste-conservateur a remporté la majorité au gouvernement avec seulement 41 % des voix, lors d'une élection où moins de la moitié des électeurs ont voté.⁵ Le décalage qui résulte de ce système entre le vote populaire et la composition de l'Assemblée législative peut donner à une grande partie de l'électorat le sentiment que son vote ne compte pas, ce qui décourage encore davantage la participation. Des études ont démontré que les pays qui utilisent des systèmes électoraux proportionnels ont généralement des taux de participation électorale plus élevés que ceux qui utilisent le système majoritaire à un tour.⁶ ⁷ ⁸ La Nouvelle-Zélande constitue un exemple remarquable, ayant réussi à passer d'un système majoritaire uninominal à un système de représentation proportionnelle en 1996.⁹ ¹⁰ À

4 Emilie Lussion, Geneviève Gosselin et Michael Dewing, « Résumé - La Participation électorale des jeunes au Canada », Notes de la Colline, 2023, <https://notesdelacolline.ca/2023/07/06/resume-la-participation-electorale-des-jeunes-au-canada/>.

5 Élections Ontario, Graphiques et tableaux, Carte des résultats électoraux, 2025, <https://results.elections.on.ca/fr/graphics-charts>.

6 André Blais et R. K. Carty, « Does Proportional Representation Foster Voter Turnout? », *European Journal of Political Research* 18, no 2 (mars 1990): 167-81, <https://doi.org/10.1111/j.1475-6765.1990.tb00227.x>.

7 Dylan Difford, « Does Proportional Representation Lead to Higher Turnout? », *Electoral Reform Society*, 10 février 2022, <https://electoral-reform.org.uk/does-proportional-representation-lead-to-higher-turnout/>.

8 Daniel M. Smith, « Electoral Systems and Voter Turnout », in *The Oxford Handbook of Electoral Systems*, ed. Erik S. Herron, Robert J. Pekkanen et Matthew S. Shugart (Oxford: Oxford University Press, 2017), 193-212, <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190258658.013.17>.

9 Difford, « Does Proportional Representation Lead to Higher Turnout? »

10 Dylan Difford, « What Can We Learn from New Zealand's Successful Electoral Reform? », *Make Votes Matter*, 2023, <https://makevotesmatter.org>.

1 Élections Ontario, « General Elections Statistics from the Records », 2025

2 Gabby Rodrigues, « Ontario Election: Voter Turnout Higher Than Expected in 2025, Early Data Shows », *Global News*, 2025, <https://globalnews.ca/news/11052258/ontario-election2025-voter-turnout/>.

3 Élections Canada, « Estimation du taux de participation selon le groupe d'âge et le genre à l'élection générale de 2021 », <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/eval/pes2021/evt&document=p1&lang=f>

la suite de ce changement, le taux de participation électorale est passé de 78 % en 1993 à 81 % en 1996 et le pays a bénéficié d'une plus grande diversité de ses élus.^{11 12}

Face à ces défis, l'Ontario a expérimenté des approches initiées par le gouvernement et des approches issues de la population pour stimuler participation citoyenne et réformer le système électoral. L'Assemblée de citoyens de l'Ontario sur la réforme électorale est une initiative décidée en haut lieu visant à associer directement les citoyens à l'élaboration des politiques. Cet article décrit les différences entre les initiatives décidées par le gouvernement et les initiatives issues de la population, puis présente une étude de cas sur l'Assemblée de citoyens de l'Ontario et examine des idées pour élaborer des stratégies visant à accroître la participation électorale des jeunes et à les intéresser à la démocratie en Ontario.

Approches Initiées Par le Gouvernement et Approches Issues de la Population

Les approches initiées par des organismes gouvernementaux visent à associer le public aux décisions politiques par le biais de consultations, de comités de citoyens et de commissions. Bien que ces initiatives aient une certaine légitimité, des études révèlent un mécontentement et une méfiance croissants envers les pouvoirs publics chez les jeunes, ce qui peut les dissuader de participer.¹³ De plus, les projets initiés par les gouvernements sont fréquemment critiqués pour leur surreprésentation des personnes très instruites et politiquement actives.¹⁴

uk/news/2023/10/10/what-can-we-learn-from-new-zealands-successful-electoral-reform/.

11 Tova Wang, « What Other Countries Can Teach Us About Turnout », Institute for Responsive Government, 2024, <https://responsivegov.org/research/what-other-countries-can-teach-us-about-turnout/>.

12 Dylan Difford, « What Can We Learn from New Zealand's Successful Electoral Reform? »

13 Yunyi Qin, « Grassroots Governance and Social Development: Theoretical and Comparative Legal Aspects », *Humanities and Social Sciences Communications* 10 (2023): 331, <https://doi.org/10.1057/s41599-023-01830-8>.

14 Ingmar van Meerkerk, « Top-Down versus Bottom-Up Pathways to

En revanche, les approches issues de la population émergent souvent du milieu local. Ces initiatives sont généralement motivées par les lacunes perçues des stratégies initiées par les gouvernements et visent à obtenir une certaine autonomie.¹⁵ Cependant, elles peuvent malgré tout dépendre des ressources et de la légitimité des autorités gouvernementales. Les initiatives issues de la population parviennent généralement mieux à mobiliser des personnes issues de milieux divers et sont particulièrement efficaces pour instaurer la confiance, donner du pouvoir aux gens et encourager la participation citoyenne au sein des groupes marginalisés.¹⁶

Les approches de stimulation de la participation citoyenne initiées par le gouvernement et celles issues de la population présentent chacune leurs avantages et leurs limites, mais il n'en demeure pas moins que les initiatives communautaires réussissent souvent mieux à mobiliser des publics diversifiés, notamment les jeunes, et à instaurer un lien de confiance plus fort. Face à ce constat, il existe une stratégie efficace qui consiste à créer un « mini-public » associé aux projets initiés par le gouvernement.¹⁷ Cette approche consiste à sélectionner aléatoirement des citoyens pour des consultations gouvernementales et ainsi avoir un échantillon représentatif de la société, relativement inclusif et impartial, à l'exemple de l'Assemblée de citoyens sur la réforme électorale, en Ontario.

Collaboration between Governments and Citizens: Reflecting on Different Participation Traps », dans *Collaboration and Public Service Delivery: Promise and Pitfalls*, éd. Anka Kekez, Michael Howlett et M. Ramesh (Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2019), 149-67, <https://doi.org/10.4337/9781788978583.00019>.

15 Ingmar van Meerkerk, « Top-Down versus Bottom-Up Pathways to Collaboration between Governments and Citizens: Reflecting on Different Participation Traps ».

16 K. Goverdhan, « Bridging the Gap: The Role of Grassroots Leadership in Enhancing Political Awareness and Civic Participation », *International Journal of Research Publication and Reviews* 5, no 6 (juin 2024): 6153-6159, <https://www.ijrpr.com/uploads/V5ISSUE6/IJRPR30535.pdf>.

17 Ingmar van Meerkerk, « Top-Down versus Bottom-Up Pathways to Collaboration between Governments and Citizens: Reflecting on Different Participation Traps ».

Le Concept d'Assemblée de Citoyens en Ontario : un Outil Pour Stimuler la Participation du Public à une Réforme Initiée Par le Gouvernement

En 2003, le gouvernement libéral de l'Ontario a créé un Secrétariat du renouveau démocratique, un organisme gouvernemental chargé de mobiliser les jeunes électeurs, de promouvoir un débat ouvert sur les réformes électorales et d'encourager la transparence.¹⁸ Ce Secrétariat a ensuite supervisé la création de l'Assemblée de citoyens sur la réforme électorale en 2006. Ce groupe indépendant de citoyens avait pour mission d'examiner le système électoral majoritaire à un tour en vigueur depuis longtemps en Ontario, d'étudier d'autres modèles possibles et de formuler des recommandations en vue d'une réforme.¹⁹ Cette initiative s'inspirait de l'Assemblée de citoyens de la Colombie-Britannique de 2004 et s'inscrivait dans une volonté d'adopter un mode de scrutin plus représentatif.²⁰

L'Assemblée était composée de 103 personnes choisies au hasard, soit une par circonscription électorale de l'Ontario.²¹ Tous les électeurs inscrits étaient admissibles au tirage au sort, à l'exception des élus. Le processus de sélection a été géré par Élections Ontario afin de garantir son indépendance face à quelque influence du gouvernement. L'Assemblée était presque parfaitement paritaire (52 femmes et 51 hommes) et comprenait au moins une personne s'identifiant comme Autochtone.²² Cependant, d'autres aspects de la

diversité n'ont pas été explicitement pris en compte, notamment l'identité raciale, l'orientation sexuelle et la présence d'un handicap. Bien que l'objectif ait été de créer un échantillon représentatif de la société ontarienne, le peu d'attention accordée aux facteurs identitaires au sens large, combiné au processus d'auto-sélection, a probablement entraîné une surreprésentation de certains groupes démographiques, notamment ceux qui sont déjà plus engagés politiquement.

De septembre 2006 à avril 2007, les membres de l'Assemblée se sont réunis deux fois par mois dans le cadre d'un processus structuré d'apprentissage, de consultation et de délibération.²³ Un groupe de recherche universitaire et le Secrétariat du renouveau démocratique ont fourni des ressources pédagogiques, notamment des ouvrages à lire, des présentations PowerPoint et une animation, afin de renseigner les membres sur les systèmes électoraux complexes.²⁴ Des consultations publiques ont été organisées dans toute la province et des centaines d'Ontariens ont fait part de leurs commentaires lors de réunions et dans des mémoires écrits.

À l'issue de ce processus, l'Assemblée a recommandé que l'Ontario adopte un système proportionnel mixte (SPM) qui permettrait aux électeurs de voter deux fois : une fois pour un représentant local et une fois pour une liste de parti.²⁵ En octobre 2007, un référendum populaire a été organisé parallèlement aux élections provinciales et le SPM a été rejeté par 63 % des électeurs.²⁶ Même si aucune réforme n'a été adoptée, cette Assemblée fut une initiative novatrice en Ontario qui visait à associer les citoyens au processus décisionnel et à expérimenter de nouveaux modèles de participation démocratique.

18 Laura Stephenson et Brian Tanguay, « The 2007 Ontario Electoral System Referendum: Information, Interest, and Democratic Renewal »; document présenté lors de la conférence annuelle de l'Association canadienne de sciences politiques, juin 2008, <https://cpsa-acsp.ca/papers-2008/StephensonTanguay.pdf>.

19 Lawrence LeDuc, Heather Bastedo et Catherine Baquero, « The Quiet Referendum: Why Electoral Reform Failed in Ontario », document présenté lors de la conférence annuelle de l'Association canadienne de sciences politiques, Université de Colombie-Britannique, 2008, <https://cpsa-acsp.ca/papers-2008/LeDuc.pdf>.

20 British Columbia Citizens' Assembly on Electoral Reform, *Making Every Vote Count: The Case for Electoral Reform in British Columbia (2004)*, https://citizensassembly.arts.ubc.ca/resources/final_report.pdf.

21 Jonathan Rose, « The Ontario Citizens' Assembly on Electoral Reform », *Canadian Parliamentary Review* 30, no. 3 (2007): 7-11, https://www.revparl.ca/30/3/30n3_07e_Rose.pdf.

22 Ibid.

23 Ibid.

24 Ibid.

25 Ibid.

26 Lawrence LeDuc, Heather Bastedo et Catherine Baquero, « The Quiet Referendum: Why Electoral Reform Failed in Ontario ».

“ The L’Assemblée de citoyens sur la réforme électorale a démontré que des citoyens ordinaires peuvent réfléchir sur des sujets politiques complexes (lorsqu’ils disposent du temps, des ressources et des conseils d’experts nécessaires). ”

Succès de Participation Citoyenne à Petite Échelle, Mais Échec de Communication Publique

L’Assemblée de citoyens sur la réforme électorale a démontré que des citoyens ordinaires peuvent réfléchir sur des sujets politiques complexes (lorsqu’ils disposent du temps, des ressources et des conseils d’experts nécessaires) et formuler des recommandations éclairées. La création de cette Assemblée a permis de constituer un organe délibératif diversifié et représentatif, contrairement aux consultations traditionnelles initiées par le gouvernement, et l’organisation de sessions de formation animées par des experts a permis aux membres de l’Assemblée d’acquérir de solides connaissances sur les systèmes électoraux. Cette initiative a créé un précédent de participation citoyenne non partisane, indépendante et fondée sur des faits, dans un processus décisionnel politique majeur.

Un sondage mené auprès de 15 jeunes (moins de 35 ans) ayant participé à l’Assemblée a révélé qu’ils avaient tous voté aux élections, ce qui témoigne d’un fort sentiment d’efficacité politique au sein de ce petit groupe. Ce taux de participation de 100 % est nettement supérieur au taux de participation habituel des jeunes (qui était à peine de 25-30 % lors des élections fédérales suivantes), mais la petite taille de l’échantillon limite les comparaisons directes avec l’ensemble des jeunes.²⁷ Les jeunes qui étaient membres de

l’Assemblée étaient plus susceptibles que leurs pairs de considérer que leurs valeurs étaient représentées par les politiciens et affichaient un sens relativement fort de responsabilité civique, puisque 76 % d’entre eux estimaient avoir un rôle à jouer dans la résolution des problèmes de la société. Seuls 29 % des jeunes qui étaient membres de l’Assemblée estimaient que les politiciens avaient perdu le contact avec la réalité, contre 79 % pour l’ensemble de la population jeune étudiée. En outre, une Assemblée d’étudiants du secondaire sur la réforme électorale a été constituée parallèlement à l’Assemblée de citoyens, financée par le ministère provincial de l’Éducation et la Fondation Trillium.²⁸ L’Assemblée d’étudiants a été l’un des premiers exemples de participation citoyenne délibérée unissant plusieurs jeunes, qui disposaient ainsi d’une plateforme pour s’informer sur les systèmes électoraux, pour débattre et pour faire valoir leurs points de vue dans le cadre du processus officiel.

Malgré ces résultats positifs pour les jeunes participants, le public est demeuré très peu au courant de l’existence de l’Assemblée de citoyens. Plus de 80 % des Ontariens ont déclaré ne rien savoir ou presque sur ce sujet.²⁹ En l’absence de campagnes de sensibilisation et d’éducation efficaces et bien financées, ces initiatives ont eu un impact très limité sur la participation citoyenne et la participation électorale en général. Cet exemple souligne

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid.

“...démocratique ne doit pas se limiter à réformer les institutions politiques et qu’il faut aussi mettre en place des moyens pour que la société soit plus engagée, mieux informée et plus inclusive.”

L’importance d’une participation publique continue et d’un suivi clair par le gouvernement des commentaires exprimés par les citoyens. Cet exemple met aussi en évidence à la fois les promesses et les écueils de la démocratie délibérative (qui crée des occasions de discussion et de débat) et fournit des enseignements précieux pour les efforts futurs de stimulation de la participation citoyenne à d’autres formes.³⁰

Approches Mixtes de Stimulation de la Participation Citoyenne des Jeunes

L’Assemblée de citoyens sur la réforme électorale de l’Ontario est un exemple éloquent de la manière dont des projets initiés par le gouvernement peuvent favoriser la participation citoyenne et aboutir à des recommandations réfléchies à propos de réformes. Cet exemple démontre que le renouveau démocratique ne doit pas se limiter à réformer les institutions politiques et qu’il faut aussi mettre en place des moyens pour que la société soit plus engagée, mieux informée et plus inclusive. Cependant, la faible visibilité publique de l’Assemblée démontre que même les plus belles initiatives

gouvernementales peuvent s’avérer inutiles sans une vaste campagne de sensibilisation et d’éducation. Il faut aussi des actions issues de la population, notamment pour sensibiliser les jeunes à la participation citoyenne, afin que les messages de ces belles initiatives atteignent tous les jeunes de l’Ontario. Par ailleurs, des initiatives surgies du tissu social sont nécessaires pour diffuser les messages dans les deux sens, pour instaurer la confiance et pour mobiliser des populations que les actions gouvernementales traditionnelles ont tendance à négliger. La combinaison de stratégies lancées par les pouvoirs publics et d’initiatives issues de la population pourrait doter l’Ontario d’une démocratie plus inclusive et participative, qui permettrait à tous les citoyens de s’exprimer sur leur avenir.

Recommandations

1. Collecte et Publication de Données Descriptives sur les Électeurs

Le gouvernement de l’Ontario devrait recueillir et publier des données détaillées sur la participation aux élections provinciales par groupe d’âge, y compris des informations sur les bureaux de vote dans les campus. Ces informations seraient utiles pour prendre des décisions fondées sur des données probantes, pour élaborer des programmes et pour évaluer l’impact des initiatives ciblées de stimulation de la participation citoyenne des jeunes.

2. Créer une Assemblée Délibérative sur la Participation Électorale des Jeunes

Créer une nouvelle assemblée de citoyens (ou un organe délibératif similaire) rassemblant des étudiants de niveau postsecondaire pour discuter des obstacles à la participation électorale des jeunes et recommander des réformes, suivant un modèle éprouvé de

30 Crossing Boundaries National Council, Getting to Ground: Democratic Renewal in Canada, 2005, https://www.crossingboundaries.ca/wp-content/uploads/2019/05/democratic_renewal_vol_5_eng.pdf

délibération guidée par des experts. Il faudra inclure dans cette initiative des jeunes de divers milieux, notamment des jeunes ayant différents niveaux de revenus, des jeunes Autochtones, des étudiants racialisés, des jeunes handicapés et des jeunes issus de communautés urbaines et rurales, afin de garantir une représentation diversifiée et significative.

3. Le Gouvernement Doit s'Engager à Examiner et à Donner Suite aux Recommandations de l'Assemblée

Le gouvernement devrait s'engager à examiner et, dans la mesure du possible, à donner suite aux recommandations de toute assemblée de citoyens sur les jeunes, avec un calendrier de mise en œuvre clair. Cet engagement enverra aux étudiants le message que leurs idées seront prises en compte et les motivera à participer à l'amélioration du processus démocratique.

4. Adopter une Approche Hybride de Stimulation de la Participation Citoyenne

Il serait utile d'allier le leadership gouvernemental à la volonté des jeunes de participer à des processus qui les rejoignent, dans une dynamique nourrie par l'éducation civique des jeunes. Le gouvernement devrait créer et soutenir des processus délibératifs qui encouragent les étudiants et le milieu communautaire à établir des priorités, à mener des actions de sensibilisation et à formuler des recommandations. Un tel modèle hybride apporterait de la légitimité, encouragerait la participation éclairée et tirerait parti de l'énergie et de la confiance des réseaux de citoyens.

Participation Électorale des Jeunes : Ce n'est pas un Problème d'Apathie, Mais d'Exclusion

Par Arielle Reid (FECB)

Pendant des décennies, le faible taux de participation électorale des jeunes au Canada a été faussement diagnostiqué comme étant un problème d'apathie. À chaque élection, les blâmes pleuvent sur les jeunes, qui sont souvent accusés de manquer de motivation, d'être mal informés ou de se désintéresser de la politique. Mais en réalité, les jeunes s'intéressent beaucoup aux enjeux politiques. Le problème fondamental à l'origine du faible taux de participation électorale des jeunes n'est pas la motivation, mais l'exclusion. Les jeunes électeurs sont continuellement confrontés à des défis systémiques, parmi lesquels figurent notamment leur faible probabilité de recevoir une carte d'informations électorales et le peu d'intérêt que les candidats et les partis politiques leur manifestent. Il faut donc se détourner d'une fausse perception d'apathie et chercher des moyens pour mobiliser véritablement les jeunes en tant qu'acteurs importants de la vie démocratique.

Les jeunes ne sont pas démotivés, ils sont privés de leurs droits.

Une Tradition de Démocratie Restricutive

Historiquement, le droit de vote a toujours été étroitement lié à des jugements sur qui mérite de participer à la vie politique. Les préjugés persistent au-delà de l'octroi officiel du droit de vote, car les systèmes électoraux ne parviennent souvent pas à s'adapter structurellement pour faciliter la participation des groupes qui ont tardé à obtenir le droit de vote. Par exemple, les peuples autochtones du Canada ont été explicitement privés du droit de vote

aux élections fédérales jusqu'en 1960, et, même après l'obtention de ce droit, d'importants obstacles systémiques ont subsisté (accès limité aux bureaux de vote, barrières linguistiques, absence d'informations aux électeurs, etc.).¹ Les groupes tardivement acceptés ont souvent été tenus pour responsables de leur faible participation électorale, malgré une absence de réactivité du système. Bien que divers obstacles juridiques explicites (tels que les exigences de propriété foncière et les restrictions pour cause de santé mentale) aient été supprimés de la Loi électorale du Canada, des obstacles systémiques persistent. Par exemple, les propriétaires votent toujours beaucoup plus que les locataires, mais ces derniers ne sont pas critiqués pour leur faible participation électorale.² Les attitudes de type « si vous ne votez pas, ne vous plaignez pas » ne tiennent pas compte de l'instinct humain de résistance à la participation à des systèmes jugés exclusifs ou injustes. Les taux de participation électorale plus bas chez les jeunes vivant en milieu rural, handicapés, autochtones, non étudiants ou sans emploi devraient donc être considérés comme des indicateurs de barrières systémiques persistantes plutôt que comme des aveux de faiblesse personnelle. Ces attitudes d'exclusion influencent encore aujourd'hui négativement la perception du taux de participation électorale des jeunes.

1 John F Leslie, « Droit de vote des peuples autochtones | L'Encyclopédie canadienne », L'Encyclopédie canadienne, 7 avril 2016, <https://thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/droit-de-vote-des-peuplesautochtones>

2 Statistique Canada, « Étude : Facteurs associés à la participation électorale », Le Quotidien (Statistique Canada, 2011), site Web archivé <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/120224/dq120224afra.htm>. Le porte-à-porte dans les immeubles à logements multiples pendant les élections est particulièrement difficile, car les agents électoraux ont certes le droit légal d'accéder à ces immeubles, mais il n'existe aucun mécanisme leur permettant d'accéder aux appartements sans être invités à entrer. Cette réalité illustre bien comment un élément essentiel du processus électoral désavantage actuellement les personnes qui ne sont pas propriétaires d'une maison individuelle.

L'Apathie des Jeunes : des Arguments Usés et Préjudiciables

La manière dont un problème est défini par la société influence les perceptions et dicte les solutions. En ce qui concerne la faible participation électorale des Canadiens âgés de 18 à 34 ans (une tranche de la population qui comprend de nombreux nouveaux électeurs), le débat public fait souvent l'impasse sur une réforme utile en raison d'un diagnostic erroné. Les solutions qui se concentrent exclusivement sur l'éducation civique ou qui visent à « sensibiliser la population » sont vouées à l'échec. Dans le cas des jeunes, leur réticence serait responsable de leur faible participation électorale. Bien que le taux de participation électorale ait diminué dans toutes les catégories démographiques au Canada depuis 1958, comme dans d'autres pays industrialisés,³ la participation des jeunes est particulièrement stigmatisée.

À chaque élection provinciale et fédérale, les médias et le discours public présentent souvent les jeunes électeurs comme des personnes mal informées et démotivées, qui ignorent l'importance du vote et qui ne comprennent pas les enjeux. Ces arguments sont inexacts et réducteurs, car ils placent les individus, et non les systèmes, au centre des réformes.

Des Chiffres Éloquents sur L'exclusion

Malgré les preuves de barrières motivationnelles généralisées dans toutes les catégories démographiques, Statistique Canada présente systématiquement la faible participation électorale des jeunes comme un problème de motivation ou d'intérêt pour la politique.⁴ Cepen-

3 Élections Canada, Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants, (Élections Canada, mars 2003), 4, <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/part/tud&document=correlates&lang=f>

4 « Tendances liées à la participation électorale des jeunes au Canada. » Élections Canada, dernière modification en avril 2023. <https://electionset-democratie.ca/tendances-liees-la-participation-electorale-des-jeunes-au-canada>

nant, les données de Statistique Canada issues de sondages réalisés en 2015⁵, 2019⁶ et 2021⁷ démontrent que les non-votants sont confrontés aux mêmes facteurs d'exclusion qui touchent disproportionnellement les jeunes. L'Enquête nationale auprès des jeunes de 2015 met clairement en évidence des obstacles structurels qui expliquent la faible participation des jeunes :

- Seuls 76 % des jeunes ont reçu une carte d'information électorale (94 % des adultes plus âgés l'ont reçue).
 - o Jeunes autochtones : 66 %
 - o Jeunes sans emploi : 67 %
 - o Jeunes de moins de 23 ans : 69 %
- À peine 34 % des jeunes connaissaient d'autres possibilités de vote que les bureaux de scrutin le jour des élections (65 % des adultes de plus de 35 ans en étaient informés).
- 8 % des jeunes ont eu du mal à trouver des informations sur la date et le lieu du scrutin, mais ce chiffre était plus élevé chez les jeunes marginalisés (19 % des jeunes autochtones et 13 % des jeunes handicapés ont déclaré avoir eu des difficultés).
- Seuls 29 % des jeunes ont été contactés par un parti politique ou un(e) candidat(e) (contre 59 % des électeurs âgés de plus de 35 ans).⁸

Prises ensemble, ces statistiques brossent un tableau clair : les jeunes ne sont pas

5 Statistique Canada, « Raisons de l'abstention au vote lors des élections fédérales, 19 octobre 2015 », Le Quotidien (Statistique Canada, 22 février 2016), page Web archivée : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/dailyquotidien/160222/dq160222a-fra.htm>

6 Statistique Canada, « Raisons de l'abstention au vote lors des élections fédérales, 21 octobre 2019 », Le Quotidien (Statistique Canada, 26 février 2020), page Web archivée : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/dailyquotidien/200226/dq200226b-fra.htm>

7 Statistique Canada, « Raisons de l'abstention au vote lors des élections fédérales, 20 septembre 2021 », Le Quotidien (Statistique Canada, 16 février 2022), page Web archivée : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/dailyquotidien/220216/dq220216d-fra.htm>

8 Statistiques Canada, Enquête nationale auprès des jeunes 2015, rapport produit par Nielsen Consumer Insights, 6 mai 2016, <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/eval/pes2015/nys&document=p3&lang=f>

apathiques, mais négligés et délaissés par les institutions qui sont censées faciliter leur participation. Ces facteurs ne sont pas circonstanciels, ils sont structurels. L'apathie et le désintérêt pour la politique des non-votants sont faibles chez les jeunes comme chez les non-votants plus âgés, de sorte que l'analyse de la participation électorale des jeunes uniquement sous l'angle d'un problème d'apathie occulte des réalités structurelles.

Recadrer le Débat Grâce aux Élections en C.-B.

Il faut recadrer et réorienter le décalage entre le discours dominant et l'analyse de la réalité des jeunes électeurs, de manière à voir les véritables obstacles à l'exercice du droit de vote. C'est dans cette optique que s'inscrivent les campagnes de mobilisation électorale menées par la Fédération des étudiants de la Colombie-Britannique (FECB). Les campagnes « Generation Vote Now » (Notre génération doit voter maintenant) et « Shape the Vote » (Influencer le vote) ont fourni aux étudiants des outils utiles pour voter lors des élections, notamment des informations sur l'inscription en ligne, le vote anticipé, le vote par correspondance, le vote sur campus et des rappels pour voter. Ces campagnes ont mobilisé les jeunes électeurs à l'aide d'informations électorales accessibles, faciles à comprendre et pertinentes, diffusées pour les étudiants par des étudiants.

Les jeunes réagissent favorablement aux messages qui incitent à la mobilisation et à un engagement sincère. Des études confirment cette tendance : en 2019, la FECB a publié un rapport soulignant que le taux de participation des jeunes augmente considérablement lorsque les candidats s'expriment sur des thèmes qui touchent les jeunes et lorsque les jeunes électeurs sont interpellés sur des sujets qui les préoccupent, comme le coût de la vie,

“ Les messages négatifs suggérant que les votes des jeunes sont inutiles constituent une forme de dissuasion qui sape la volonté de participer.”

le logement et les changements climatiques.⁹ Les messages négatifs suggérant que les votes des jeunes sont inutiles constituent une forme de dissuasion qui sape la volonté de participer.

La FECB conteste également les discours négatifs véhiculés par les entrevues diffusées dans les médias lors des élections fédérales et provinciales. Dans les deux cas, la FECB a rappelé sur les médias que les jeunes de 18 à 35 ans constituent un cinquième de l'électorat, ce qui en fait le plus important groupe électoral au Canada et dans la province.¹⁰ La FECB souligne que dans plusieurs circonscriptions, l'issue du scrutin s'était jouée à moins de 100 voix, ce qui démontre l'importance potentielle du vote des jeunes.

En Colombie-Britannique, le taux de participation aux élections fédérales a toujours été supérieur à la moyenne nationale, ce qui est aussi le cas chez les électeurs ayant de 18 à 34 ans :

- En 2015, 63 % des électeurs ayant de 18

⁹ British Columbia Federation of Students, The Youth Vote: Why Youth Voters Can't Be Ignored (BCFS, septembre 2019)

¹⁰ « Push for more young voters to head to the polls this election », entrevue réalisée par Darya Zargar, diffusée le 22 septembre 2024 sur Global News, <https://globalnews.ca/video/10769139/push-for-more-young-voters-to-head-to-the-polls-this-electionInterviews>; « Playlist for 10/03/2024 », entrevue réalisées par Hyago, diffusée le 3 octobre 2024 sur CFRS 90.1 F, <https://www.cjsf.ca/contents/speak-playlist-10032024>

à 24 ans et 59,7 % des électeurs ayant de 25 à 34 ans ont exercé leur droit de vote, alors qu'au niveau national, ces taux étaient respectivement de 57,1 % et 57,4 %.

- En 2019, ces taux étaient à 53,9 % et 58,4 % au niveau national, ainsi qu'à 52 % chez les 18-24 ans et à 57,7 % chez les 25-34 ans.¹¹

Aux élections provinciales, les mêmes tendances sont observées. Les données sur la participation aux élections provinciales de 2017,¹² 2020¹³ et 2024¹⁴ démontrent une forte présence des jeunes, même dans un contexte général de faible participation électorale pendant la pandémie de COVID. Lors des élections de 2024, le taux de participation des jeunes a bondi. Chez les 18-24 ans, le taux de participation a augmenté de 14,5 % et chez les 25-34 ans, il a augmenté de 18,46 %. Dans le même temps, le taux de participation des électeurs de 55-64 ans et de ceux de plus de 75 ans n'a augmenté que de 3,6 % et 3,8 % respectivement, tandis que celui des électeurs de 65-74 ans a diminué.

Parallèlement au travail de recadrage et de sensibilisation mené par la FECB, des changements structurels ont influencé la participation aux élections de 2024. Les réformes de modernisation de la loi électorale provinciale en 2019 comportaient deux aspects intéressants pour les jeunes : la création d'une « liste des futurs électeurs » (qui permet aux jeunes n'ayant pas encore l'âge de voter d'être automatiquement inscrits sur les listes électorales

lorsqu'ils atteignent l'âge requis) et l'utilisation de technologies facilitant le vote en dehors de la circonscription de résidence, ce qui rend possible le vote sur les campus pour tous les électeurs de la Colombie-Britannique. Ces deux nouveautés et les efforts de mobilisations de divers intervenants, dont la FECB, ont permis d'ajouter 20 000 jeunes électeurs à la liste électorale provinciale et d'inscrire à l'avance 16 % des jeunes électeurs.¹⁵ Mais rien de tout cela n'aurait été possible sans la volonté d'Elections BC de « déployer des efforts constants pour réduire les obstacles administratifs auxquels sont confrontés les jeunes électeurs ».¹⁶

Recommandations Pour Réduire l'Exclusion

Il est essentiel de recadrer le problème de la faible participation électorale des jeunes et de rappeler qu'il provient d'une exclusion électorale plutôt que d'une apathie de la jeunesse. La présentation erronée de la faible participation des jeunes en tant que faiblesse de caractère occulte les réalités structurelles auxquelles ils sont confrontés. En plus de voir leur taux de participation électorale présenté comme un problème de désintérêt personnel, les jeunes sont souvent perçus à tort comme un groupe homogène, alors qu'ils constituent en réalité le groupe d'âge électoral le plus diversifié au Canada.¹⁷ Lorsque la classe politique s'adresse aux jeunes électeurs, elle ne tient généralement pas compte des différences générationnelles, sociales ou économiques, ce qui les marginalise davantage, puisque leurs préoccupations et leurs besoins sont ignorés.

Les jeunes ne sont pas indifférents, ils sont confrontés à de réels obstacles qui les empêchent

11 Élections Canada, Rapport rétrospectif sur la 43e élection générale du 21 octobre 2019 : Taux de participation électorale selon le sexe et l'âge, tableau récapitulatif, (Élections Canada), <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/eval/pes2019/vtsa&document=index&lang=f>

12 Elections BC, « Report of the Chief Electoral Officer: Provincial General Election », (Elections BC, 12 mars 2018), 56, <https://elections.bc.ca/docs/rpt/2017-General-Election-Report.pdf>

13 Elections BC, « Report of the Chief Electoral Officer: 42nd Provincial General Election », (Elections BC, 20 octobre 2020), 54, <https://www.elections.bc.ca/docs/rpt/2020-provincial-general-election-report.pdf>

14 Elections BC, « Report of the Chief Electoral Officer: 43rd Provincial General Election », vo.1: Administration, (Elections BC, 27 mai 2025), 72, https://www.elections.bc.ca/docs/rpt/Report_of_the_CEO_PGE2024.pdf

15 Ibid, 29.

16 Ibid, 72.

17 Statistique Canada, Recensement en bref : Portrait générationnel de la population vieillissante du Canada selon le Recensement de 2021, Catalogue no 98-200-X publication 2 021 003, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-x/2021003/98-200-x2021003-fra.cfm>

de participer. Pour améliorer le taux de participation électorale des jeunes, il faut non seulement les motiver, mais aussi lutter contre leur exclusion. Nos recommandations sont énoncées cidessous.

Réformes Prioritaires

- Mettre en œuvre un modèle permettant de voter n'importe où, comme en Colombie-Britannique, afin de permettre aux jeunes électeurs mobiles de voter facilement.
- Installer des bureaux de vote dans tous les établissements d'enseignement post-secondaire. Ces lieux sont fréquentés par un grand nombre de jeunes électeurs et sont généralement bien desservis par les transports en commun, de sorte qu'ils sont parfaits pour améliorer l'accès à tous les électeurs.

Actions à Court Terme

- Élections Canada doit collaborer avec les collèges, les universités et les associations étudiantes afin que les étudiants reçoivent les cartes d'informations électorales et des renseignements clairs sur les élections.

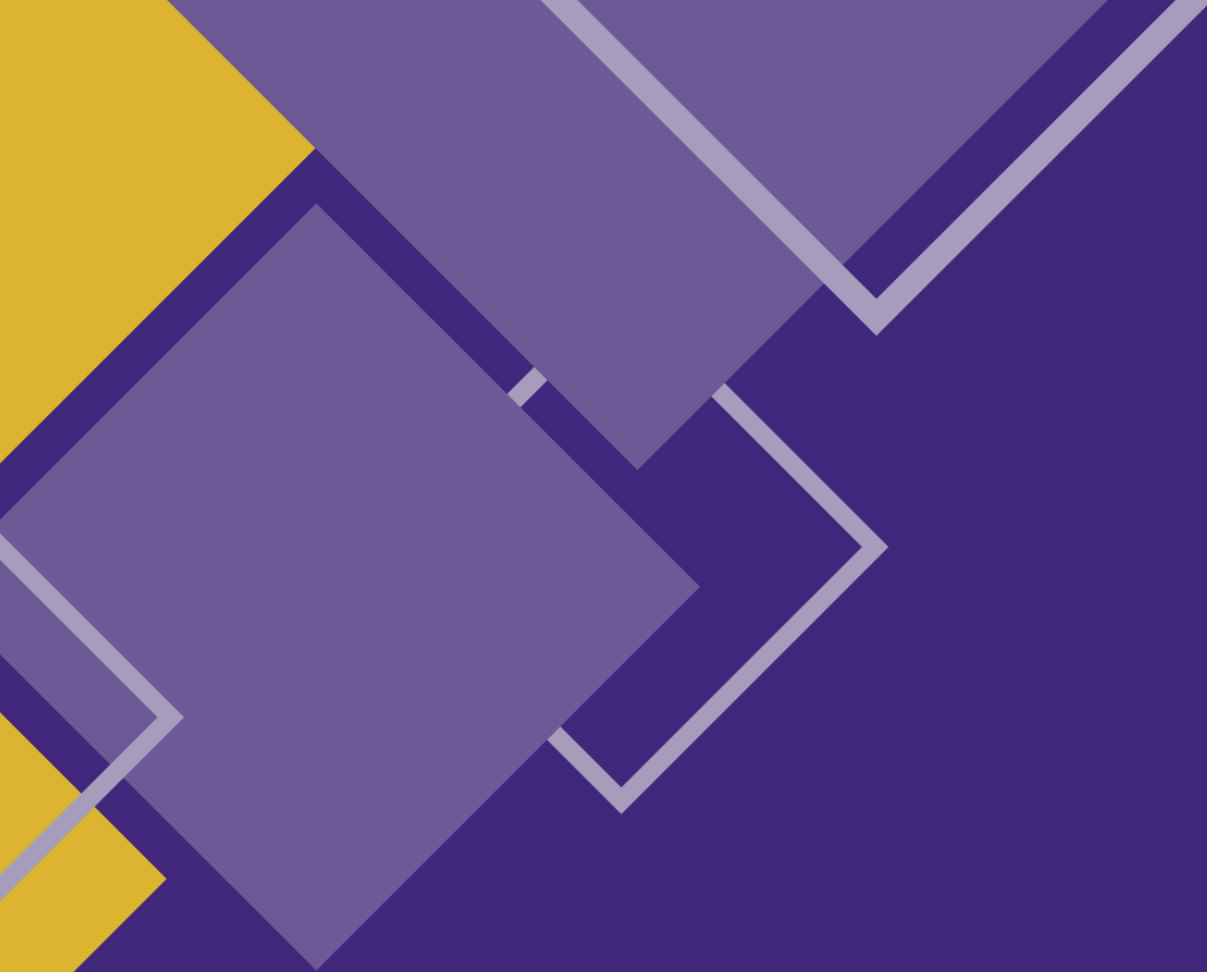
Dialogue Concret

- Pour augmenter la participation et la représentation des jeunes, les partis politiques doivent aller au-delà des gestes symboliques et nouer un véritable dialogue avec eux. Ils doivent mener des consultations qui encouragent les jeunes à soulever des problèmes, à exprimer leurs préoccupations et à proposer des solutions. Le dialogue doit être intentionnel, permanent et structuré.

Militantisme Incessant

- Les associations étudiantes et les organismes communautaires doivent continuer à militer pour que les gouvernements et les partis politiques dialoguent sincèrement avec les jeunes électeurs et lèvent les obstacles qui empêchent les jeunes et les populations marginalisées de voter. Il faut mettre les institutions face à leurs responsabilités, non seulement en ce qui concerne le taux de participation électorale, mais également pour que le processus électoral soit équitable et inclusif.

“ les partis politiques doivent aller au-delà des gestes symboliques et nouer un véritable dialogue avec [les jeunes]”



OUSAA

Ontario Undergraduate Student Alliance